

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE A QUOI SERT-IL ?

notre dossier p. 11 à 16

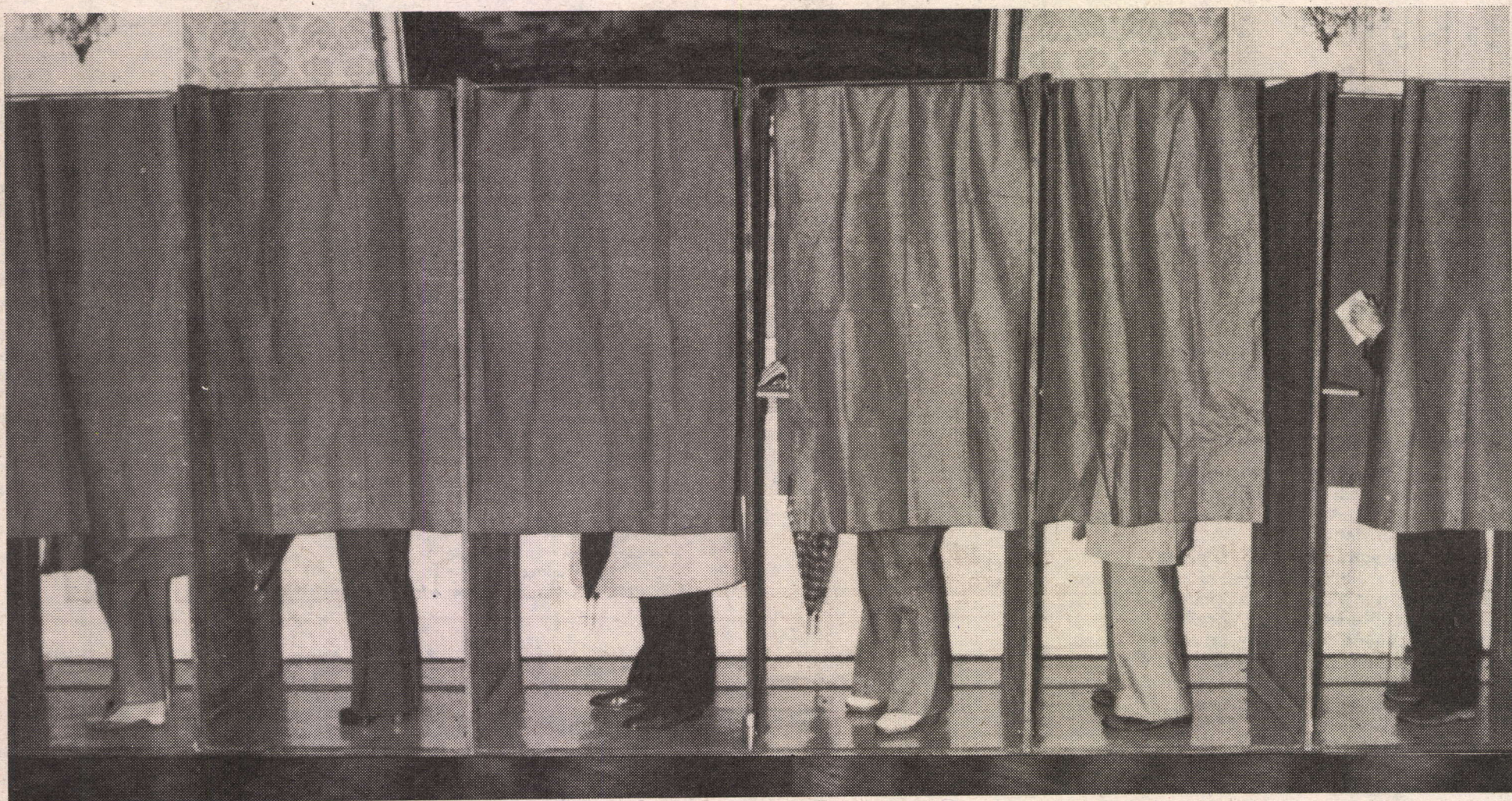
lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N°445 - 12 mars 1977 - prix : 3F

ESPAGNE :
les appareils
politiques
se mettent
en place

p.9

LES MUNICIPALES : ET APRÈS ?



**L'extrême-gauche,
la gauche
et les écologistes**

p.4

**Giscard et la famille :
poudre aux yeux
électorale**

p.6

sommaire dans le monde

- Page 4 :
— Italie : la scission du PDUP.
Page 9 :
— Espagne :
• La libéralisation surveillée et calculée.
• Les appareils politiques se mettent en place.
• Suarez, professeur de démocratie.
• La chasse aux jours fériés.
Page 10 :
— Les USA et les dictatures d'Amérique Latine.
— Belgique : la crise gouvernementale.
— Portugal : Soares frappe à la porte du Marché commun.

en France

- Page 4 :
— L'extrême-gauche, la gauche et les écologistes.
Page 5 :
— A travers la campagne électorale.
Page 6 :
— Pour ceux qui auraient tdes illusions sur le Programme commun, Defferre précise son contenu.
— Concorde : c'est remis à plus tard !
Page 7 :
— Giscard et la famille : poudre aux yeux électorale... avec l'argent des travailleurs.
Page 8 :
— Paris-19° : une inauguration joyeuse.
— Panique à l'autel.
— Ce n'est pas l'austérité pour tout le monde.
— L'armée tue.
Page 17 :
— Sécurité sociale : une maladie nommée capitalisme.
— Avortement : l'hypocrisie !
— Lille : le double scandale des crèches.
Page 18 :
— Citroën condamné.
— CEM - Le Bourget : les trouble-fêtes.
— Trailor - Lunéville : coup de colère contre l'austérité.
Page 19 :
— SNCF : un mort au triage de Bercy.
— RNUR - Billancourt : encore un accident.
— General Motors : la direction licencie les malades et les accidentés.

dossier

- PAGES 11 A 16 :
— L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.
Pages 20 et 21 :

culture et loisirs

- Livres : 25 millions de Sud-Africains malades de l'Apartheid, de Jean Kestergat ; Les rois maudits : quand un roi perd la France, de Maurice Druon ; Cambodge année zéro, de François Ponchaud.
— La mort de Marcel Duhamel, le créateur de la « Série Noire ».
Page 22 :
— Aux Dossiers de l'écran : des chevaux et des millions.
Page 23 :
— Films : Giacomo Matteotti ; Pain et chocolat.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

leçons du passé

Il y a 40 ans, le 16 mars 1937 :

La fusillade de Clichy

Quand la police du Front Populaire tirait sur les travailleurs

Le 16 mars 1937, à Clichy, une réunion du Parti Social Français, mouvement d'extrême-droite regroupant les ex-Croix de Feu du colonel de la Rocque (dissous en 1936), était prévue à 20 h 30 au cinéma Olympic. Dès son annonce, ce meeting souleva l'opposition unanime des élus du Front Populaire, qui demandèrent à Marx Dormoy, ministre socialiste de l'Intérieur, son interdiction. Mais le gouvernement de Léon Blum, au pouvoir depuis le 4 juin 1936, refusa, de crainte d'être attaqué par la droite et l'extrême-droite.

Le maintien de la réunion souleva l'indignation à Clichy, ville ouvrière. Le maire socialiste et le député communiste appelèrent la population à un rassemblement le mardi 16 mars à 19 heures.

La police était présente massivement. 5.000 à 6.000 manifestants de gauche firent très rapidement face à ce barrage. Les élus du Front Populaire les invitèrent à les suivre dans une autre direction. Mais un millier resta sur place et, brusquement, ce fut l'affrontement avec la police. Le Populaire du lendemain le décrivait ainsi : « Des milliers d'ouvriers étaient aux prises avec les forces de police. Les débris de grille de fonte volaient de toutes parts. De larges remous parcouraient cette masse d'où s'élevaient des cris et des détonations ». La police avait tiré. On dénombra des centaines de blessés. Cinq manifestants furent touchés à mort, tous par des balles de la police municipale. Une des blessés devait décéder quelques semaines plus tard. Arrivés sur place, Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur, et André Blumel, directeur du cabinet de Blum, tous deux socialistes, tentèrent vainement de faire arrêter le tir par la police. Blumel, lui-même blessé de deux balles, s'entendit répliquer froidement par le directeur de la police municipale : « La police ne tire pas » !

Le meeting du PSF terminé, ses 500 participants s'éclipsèrent sous la protection de la police. Les contre-manifestants, eux, conspuèrent violemment Marx Dormoy et, aux cris de « Dormoy démission », occupèrent momentanément l'Hôtel de Ville, avant de l'abandonner.

Le gouvernement allait entièrement couvrir la police. Il s'em-

ploia à jeter un voile épais sur l'attitude des chefs de la police, préférant affronter la colère de la classe ouvrière plutôt que de s'opposer à la hiérarchie policière.

Pour masquer cette responsabilité, les journaux du Front Populaire parlèrent de « provocation ». Le Populaire du 17 mars titra : « Une odieuse provocation des ex-Croix de Feu fait couler le sang ouvrier à Clichy ».

Mais la colère ouvrière contre la police fut si vive, la collusion entre responsables policiers et extrême-droite si évidente que le gouvernement ouvrit une enquête « pour établir les lourdes responsabilités de cette tragédie ». Et Le Populaire critiqua « un service d'ordre dirigé par des hommes n'ayant pas tout le sang-froid nécessaire à leurs fonctions ». En somme, le seul reproche adressé publiquement à la police — et encore, ce fut le journal de la SFIO et non le gouvernement qui s'en chargea — fut d'avoir cédé à la panique.

Pour canaliser une riposte ouvrière redoutée par tous les partis et la CGT, l'Union des syndicats de la Seine organisa une demi-journée de grève le 18 mars, en précisant : « Cette démonstration (...) a pour but de l'aider (le gouvernement) à vaincre les résistances ». La grève fut massivement suivie.

Le jour des obsèques, des centaines de milliers de travailleurs formèrent l'une des dernières grandes manifestations du Front Populaire. Les dirigeants prirent la parole pour demander « la dissolution des ligues factieuses reconstituées et l'épuration des administrations publiques, armée et police, pour y porter le souffle républicain ». Ce fut là une belle manifestation d'hypocrisie de Thorez, pour le PCF, ou de Séverac, pour la SFIO, piliers avec leurs partis de ce Front Populaire qui, au pouvoir depuis près d'un an, n'essaya jamais de mettre hors d'état de nuire ces cadres de l'armée et de la police et qui, après Clichy, réclamaient très timidement une « épuration » uniquement pour se justifier devant les travailleurs. Ces obsèques servirent finalement à des démonstrations d'unité et de solidarité et Thorez s'exclama : « Frères disparus de Clichy, vous avez cimenté de votre sang gé-

néreux l'unité du Front Populaire ».

Le débat à la Chambre des députés qui suivit fut d'ailleurs révélateur des véritables intentions du gouvernement de Front Populaire. Immédiatement après la fusillade, Blum avait manifesté en privé des velléités de démission, déclarant : « Il m'est impossible d'admettre que, alors que je suis chef responsable du gouvernement, des gardes-mobiles ont fait couler le sang des ouvriers. Je ne peux pas rester ». Quelque temps après, il déclarait devant l'Assemblée : « Ces incidents ont été provoqués par des éléments qui échappent au contrôle des organisations ouvrières. J'espère que celles-ci ne laisseront pas introduire chez elles des pratiques auxquelles le tempérament français répugne ». Puis il désavoua le maire socialiste : « L'appel à la population a été une erreur, c'est-à-dire plus qu'une faute. (...) J'adjure mes amis de ne pas renouveler un pareil geste. » Il conclut, sans complexe : « C'est peut-être la première fois dans l'histoire sociale que le sang a coulé sans que la classe ouvrière en ait rendu responsable le gouvernement ». Comme l'écrivit sans honte Le Populaire du 24 mars : « De bout en bout, Blum fut palpitant de courage et de fierté ».

La Chambre des députés vota la confiance le 26 mars, mais cela n'empêchera pas la chute du gouvernement de Front Populaire le 23 juin 1937.

Bien entendu, les responsables de la fusillade ne furent jamais connus, car il n'était pas question de mettre en cause la police. Et quarante ans après cette fusillade de Clichy, les travailleurs ne doivent pas oublier que, tant que cet appareil d'Etat avec sa police, son armée, ses officiers existera, il sera le défenseur et le rempart de la bourgeoisie contre les travailleurs et il n'obéira qu'aux possédants. Tant qu'il ne sera pas détruit, il n'y aura pas de véritable émancipation pour les travailleurs. Ceux qui, à l'exemple des socialistes à la Blum ou des communistes à la Thorez, à l'exemple d'un Allende, ou de Mitterrand et de Marchais, affirment vouloir le conserver ou y porter seulement quelques retouches, ne peuvent que couvrir d'autres fusillades de Clichy.

Guy FICHET.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

LES MUNICIPALES : ET APRÈS ?

NOUS voici à la veille du premier tour des élections municipales. Et au fur et à mesure que l'on s'est rapproché de ce scrutin, son caractère politique est devenu plus marqué. N'est-il pas évident en effet que, par delà le décompte que la droite et que l'Union de la gauche pourront faire le 13 au soir des mairies gagnées, espérées ou perdues, ce qui sera le plus important, en pleine crise, et à un an au plus des futures élections législatives, c'est la manière dont les uns et les autres pourront utiliser les résultats du premier tour pour justifier leur politique ?

Si ces élections étaient un succès pour la droite, celle-ci ne manquerait pas de proclamer que la majorité de la population approuve la politique économique et (anti) sociale du gouvernement, et d'affirmer que les travailleurs doivent en conséquence se soumettre au verdict du « suffrage universel » et consentir aux sacrifices qu'on leur demande. Aucun travailleur ne peut évidemment souhaiter un tel résultat.

Mais il ne faut pas croire pour autant qu'un succès électoral dès le 13 mars de l'Union de la gauche n'aurait pas de côtés négatifs pour les travailleurs. Car dimanche soir, si les urnes leur sont favorables, les leaders de l'Union de la gauche ne manqueront pas d'affirmer que leur succès prouve que les travailleurs sont d'accord avec la politique des grands partis de gauche et des centrales syndicales qui les soutiennent.

Mitterrand et Marchais ne manqueront pas alors d'affirmer que tous les travailleurs qui auront voté pour les listes de l'Union de la gauche leur font confiance et sont d'accord avec eux quand ils affirment que la seule solution, pour la classe ouvrière, c'est de revoter de la même manière aux législatives de 1978, en espérant que l'Union de la gauche accèdera ainsi au gouvernement.

Séguy et Maire prétendront que ces mêmes travailleurs sont d'accord avec la politique des grandes centrales syndicales, qui n'ont rien entrepris pour coordonner les luttes contre les conséquences de la crise et contre le plan Barre. Ils feront de ce résultat électoral une approbation de leur refus d'organiser la riposte d'ensemble des travailleurs qui s'imposait et s'impose toujours ; une approbation de leur politique consistant à émietter les luttes ouvrières en petits mouvements sans perspectives, inefficaces et démoralisants.

Les uns et les autres, les dirigeants des grands partis ouvriers comme ceux des centrales syndicales,

affirmeront que les travailleurs qui auront voté pour l'Union de la gauche les approuvent quand ils multiplient les gestes destinés à rassurer les bourgeois, les patrons ; quand ils multiplient les garanties vis-à-vis de ces gens-là, pour le cas où la gauche accéderait au gouvernement, sans prendre par contre le moindre engagement vis-à-vis des travailleurs.

Eh bien, aucun travailleur conscient ne peut accepter que sa voix serve à cautionner cela, à cautionner la politique d'une Union de la gauche dont tout le comportement prouve que, si elle aspire à remplacer la droite au gouvernement, ce n'est pas pour s'en prendre au capitalisme, responsable de la crise, mais pour gérer cette crise.

Ni les élections municipales, ni les élections législatives (dans un an, dans un mois ?) ne résoudront rien. La classe ouvrière ne pourra sauvegarder son niveau de vie, imposer l'interdiction des licenciements, contraindre la bourgeoisie à supporter les frais de sa propre crise et de son incurie que par une lutte d'ensemble de tous les travailleurs.

Et le seul acte utile que les travailleurs conscients de cela puisse faire le 13 mars, c'est de le montrer, c'est de manifester leur désaccord avec la politique des grands partis de gauche et des centrales syndicales, en votant pour les révolutionnaires, pour les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

Ceux qui auront émis, le 13, ce vote de protestation et de méfiance contre la politique des Mitterrand et des Marchais, des Séguy et des Maire, pourront alors, le 20 mars, aller voter au deuxième tour pour les listes d'Union de la gauche, sans que leur voix puisse être interprétée comme une caution de celle-ci.

Lutte Ouvrière appelle d'ailleurs ceux qui auront voté le 13 mars pour les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » à voter au deuxième tour pour les listes d'Union de la gauche, en solidarité avec l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais le 13 mars, c'est en votant pour les révolutionnaires que les travailleurs pourront démontrer à la bourgeoisie qu'ils sont résolus à se battre pour imposer la satisfaction de leurs revendications, quel que soit le résultat qui sorte des urnes ; comme ils pourront démontrer aux directions des grandes organisations ouvrières qu'ils en ont assez de leurs discours attentistes et de leur tactique de démobilisation. C'est en votant pour les révolutionnaires qu'ils sauvegarderont l'avenir, en préparant de meilleures conditions pour les luttes qu'il faudra nécessairement mener demain.

Arlette LAGUILLER

Le PCF pratique la fraude électorale à Aulnay-sous-Bois

La liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » d'Aulnay-sous-Bois, qui avait été déposée légalement le 1^{er} mars, a été invalidée par la sous-préfecture du Raincy, ce qui a été confirmé le 10 mars par le Tribunal administratif, devant lequel nous avons déposé un recours.

En effet deux candidats de cette liste sont allés retirer leur signature le vendredi 4 mars à 23 h 45, soit un quart d'heure avant la clôture officielle du dépôt des listes, c'est-à-dire suffisamment tard pour qu'aucun remplacement ne soit possible. Et cela, à la suite de pressions qu'ils ont subies de la part de deux responsables du Parti Communiste Français d'Aulnay-sous-Bois, aidés d'un avocat connu de ce parti, qui s'est mis à leur disposition pour faire signer la déclaration de retrait de candidature, et qui figure d'ailleurs comme candidat sur les listes de l'Union de la gauche. Sans que les collistiers de la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » aient été consultés, sans que la tête de liste ou le mandataire aient même été prévenus !

Une telle procédure pourrait servir à invalider n'importe quelle liste par des manœuvres de dernière heure. Manœuvre grossièrement contraire à l'esprit de la loi, mais elle a été entérinée par le sous-préfet... et par la justice.

Il faut croire que la voix des révolutionnaires est bien gênante pour le Parti Communiste Français ! Ainsi, au moment même où il fait sa campagne sur les libertés et la démocratie, il n'hésite pas à utiliser les pires truquages électoraux pour empêcher des travailleurs révolutionnaires de s'exprimer.

Electoraliste, ce parti se fait tout sourire devant les gaullistes, mais ne peut supporter l'expression des révolutionnaires !

Mais si les pressions et mensonges grossiers ont pu faire céder deux candidats, il fallait que le Parti Communiste Français soit bien naïf pour espérer que les choses en resteraient là ! La population d'Aulnay a été informée par tracts diffusés à des milliers d'exemplaires, des prises de parole ont été faites le diman-

che, dès que les camarades ont appris la nouvelle et le lundi, à une réunion publique organisée par le PC. Et les échos recueillis prouvent que la petite infamie des responsables du PC n'est pas acceptée par des militants ou sympathisants de l'Union de la gauche. Et il faut croire que le Parti Communiste a quelque peu reculé devant la publicité faite autour de ses méthodes, puisque toutes les réunions prévues par la liste « Pour

le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » ont pu se tenir dans les locaux fournis par la municipalité PCF d'Aulnay.

Il reste que, par des méthodes inqualifiables, le Parti Communiste Français utilise la fraude électorale, comme le plus réactionnaire des partis bourgeois. Mais il faut dire qu'il s'est cru tout permis parce qu'il s'agissait des révolutionnaires.

Gangstérisme stalinien à Clermont-Ferrand

Mercredi 9, deux militants et deux militantes de Lutte Ouvrière, candidats sur la liste « Pour le Socialisme, le pouvoir aux travailleurs », ont été agressés pendant un collage par des militants du Parti Communiste, dont un connu pour ses responsabilités locales.

Frappés à coups de manches de balais, jetés à terre, nos camarades ont dû recevoir des soins à l'hôpital : jambe plâtrée et foulure au poignet pour l'un d'eux, points de suture pour plaies du cuir chevelu pour un deuxième camarade.

L'extrême-gauche, la gauche et les écologistes



Brice Lalonde, candidat écologique

Depuis la publication des sondages révélant que les listes écologiques recueilleraient en moyenne de 10 à 12 % des intentions de vote, avec une pointe à 19 % dans certains arrondissements de Paris, toute une offensive électorale s'est déployée en direction des écologistes. Dans un premier temps, c'était à qui leur reprendrait le plus de points de leur programme. De la majorité à l'opposition, les candidats se sont habillés de vert. Maintenant, ce qui passionne les états-majors politiques, c'est leurs voix au second tour. La gauche mène une campagne où se déploient toutes les nuances de l'intimidation et de la persuasion vis-à-vis d'eux. Sarre leur adresse des mises en garde paternalistes et imagées : « **Les écologistes au deuxième tour ne doivent pas se laver les mains dans une cuvette qui, alors, ne serait pas très propre** » cité par *Libération* du 4 mars). Claude Bourdet pour sa part, dans *Le Monde* du 8 mars, fait appel à leur sens de la responsabilité.

De façon plus nuancée, la Ligue Communiste Révolutionnaire se joint

au concert : « **Nous regretterons que les candidats de Paris Ecologie (...) refusent d'indiquer une consigne de vote au second tour. Non que nous ayons confiance en les partis réformistes. Mais il faut choisir son camp. Le combat écologiste doit se définir clairement contre la droite** » (*Rouge* du 5-6 mars).

« Choisir son camp », c'est un problème qui dépasse celui des choix électoraux, et c'est cela justement que refuse le mouvement écologiste. Cela suppose de ne pas se contenter de dénoncer telle ou telle pollution ou disparition d'espaces verts, mais de voir que la société de profit en est responsable. Cela veut dire que, face aux pétroliers qui polluent les mers, au Rhin qui se transforme en grand collecteur d'égout, on ne s'en prene pas aux abus de la croissance industrielle mais au choix conscient de quelques capitalistes qui refusent les installations non polluantes parce que cela diminuerait leurs profits et que, la dégradation de l'environnement, ils s'en moquent. Cela supposerait aussi que les écologistes aient d'autres perspectives que l'arrêt de la croissance, le retour à des for-

mes archaïques d'économie. Que par-delà les objectifs partiels, comme le refus de telle ou telle centrale nucléaire ou la création ici ou là d'espaces verts, ils remettent globalement en cause la société responsable de ce qu'ils dénoncent. Que pour la changer, ils comptent sur la lutte des travailleurs et soient solidaires de cette lutte, au lieu de dire, comme Brice Lalonde l'a déclaré dans un interview accordé à *Rouge* : « **La classe ouvrière française représente-elle tous les intérêts de la population mondiale et de la biosphère ? Non, pas forcément** ».

Dans ces conditions, au nom de quoi demander aux écologistes de se désister pour la gauche au deuxième tour ? Les révolutionnaires se désisteront, parce qu'ils sont solidaires des travailleurs qui, eux, espèrent et veulent la victoire de la gauche. Mais ils le font sans aucune illusion sur ce qu'elle pourrait apporter aux travailleurs comme amélioration de leur niveau de vie.

N'ayant pas ces motifs-là de se désister pour les candidats de gauche, les écologistes ont raison de dire qu'ils ne voient pas dans le Pro-

gramme commun ou dans la politique concrètement menée par la gauche de raisons décisives d'appeler à voter pour elle. Bien sûr, l'Union de la gauche est capable de gestes publicitaires en faveur des écologistes : les socialistes se vantent maintenant de ce que, depuis 18 mois, ils ont donné la consigne aux maires de leur parti de s'opposer à toute implantation de centrale nucléaire. Mais des gestes publicitaires, la droite n'en est pas avare non plus. Il suffit de penser à d'Ornano et à sa « coulée verte ». Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Sur le fond, contre la pollution, la dégradation de l'environnement, la gauche n'a pas de véritables solutions à proposer, dans la mesure où elle se présente en bonne gestionnaire de la société bourgeoise et ne remet pas en cause les impératifs du profit.

Dans ces conditions, que les écologistes tentent leur chance au second tour, s'ils le peuvent, ou laissent toute liberté à leurs électeurs, cela paraît entièrement logique de leur part et ce n'est pas à travers ce choix-là que l'on doit les juger.

Solange DUPUY

Italie

La scission du PDUP

A l'issue de la récente session du Comité central du PDUP (Parti d'Unité Proletarienne pour le Communisme) italien, celui-ci se trouve aujourd'hui coupé en deux organisations.

Le PDUP est issu de la fusion de deux courants politiques. L'un est le groupe « Il Manifesto », dirigé par d'anciens députés du Parti Communiste Italien exclus de celui-ci (Rossana Rossanda, Luigi Pintor). Le second est issu du PSIUP, le Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne, comparable au PSU français, qui a disparu en 1972 et dont une partie des militants ont rejoint le PC, tandis que l'autre partie devait participer à la formation du PDUP. La scission qui vient de se produire correspond à peu près à la séparation de ces deux groupes qui avaient formé le PDUP, et qui se retrouvent donc à nouveau séparés.

Mais ce n'est pas la première crise qui secoue l'extrême-gauche italienne, en particulier depuis les élections du 20 juin dernier. On se souvient qu'à l'occasion de ces élections les trois principales formations de l'extrême-gauche, le

PDUP, Avanguardia Operaia et Lotta Continua, avaient formé un front commun électoral, sous le nom de « Democrazia Proletaria » (Démocratie Proletarienne). Ce front commun était présenté par chacune de ces organisations comme une première étape vers « l'unité des révolutionnaires ». Le PDUP et Avanguardia Operaia, en particulier, avaient précisé leur intention d'unifier à brève échéance leurs deux organisations.

En fait d'« unité des révolutionnaires », les groupes d'extrême-gauche alors regroupés dans « Democrazia Proletaria » semblent être entrés dans une période de remise en question. Avant la scission du PDUP il y a quelques jours, on avait déjà vu Silvio Corvisieri, un des dirigeants de Avanguardia Operaia, élu député aux élections de juin, démissionner à grand bruit de cette organisation et appeler les militants à « faire feu sur le quartier général ». Quant à Lotta Continua, la troisième organisation, d'orientation spontanéiste, elle ne semble subsister qu'à travers une dissolution de plus en plus accentuée de ses structures — si l'on peut dire — et de toute apparen-

ce d'une politique de l'organisation elle-même.

Il est sans doute exagéré, à propos de ces scissions, de parler de « crise de l'extrême-gauche » en Italie. D'abord parce que les trois organisations composant « Democrazia Proletaria » ne sont pas, et de loin, toute l'extrême-gauche. Mais il est certain que les divergences qui se font jour à la tête des trois organisations reflètent l'absence de perspectives politiques réelles des trois organisations, après les élections de juin dernier.

C'est que, des élections du 20 juin dernier, les organisations participant à « Democrazia Proletaria » espéraient beaucoup. Ces élections devaient voir, selon elles, le couronnement du succès de « l'unité des révolutionnaires ». Elles devaient, en quelque sorte, tout à la fois cimenter cette unité et concrétiser sur le plan électoral la formation, à la gauche du PCI, d'une grande force politique. Mais les résultats électoraux (1,5 % des suffrages), bien que non négligeables, se sont traduits par un courant de désillusion, à la mesure des illusions que « Democrazia Proletaria » avait propagées.

C'est dans ce climat que les « remises en cause » se sont développées : remise en cause de l'accord électoral entre les trois organisations d'une part, mais aussi remise en cause interne à chacune d'entre elles et remise en cause du projet d'unité PDUP-Avanguardia Operaia. (Il semble que seule la branche « ex-PSIUP » du PDUP soit maintenant résolue à poursuivre cette tentative d'unification.)

Il n'est, bien sûr, pas question de reprocher à « Democrazia Proletaria » de s'être présentée aux élections. Mais c'est sur la base d'une politique opportuniste que s'était créé, en juin dernier, ce cartel. Et les difficultés actuelles à la tête des trois groupes ne font qu'attester combien il est faux, pour des révolutionnaires, de croire que des résultats électoraux peuvent remplacer une politique juste et tenir lieu de perspectives devant la classe ouvrière. Si l'illusion peut jouer un moment, le réveil n'en est ensuite que plus brutal.

André FRYS.

Lille :

BATAILLE D'AFFICHES ET GRAND GUIGNOL

Dès avant les élections, Mauroy — le maire sortant socialiste — et Ségard — secrétaire d'Etat des PTT et challenger de la majorité — s'étaient mis d'accord pour proscrire l'affichage « sauvage ». Les employés municipaux ont donc systématiquement enlevé les affiches sur les murs et palissades. Ce qui n'a vraiment gêné que notre liste (et celle des écologistes) car ni Mauroy ni Ségard n'ont eu de problèmes financiers pour louer d'immenses panneaux publicitaires et se passer ainsi... d'affichage « sauvage » !

Pour le reste, alors que Mauroy ne sait que répéter « Lillois, continuons ensemble », Ségard se fait plus dynamique. Son camion publicitaire sillonne les rues. Il se paye le luxe de dénoncer ce qu'il appelle « le gâchis de l'argent lillois », ce qui témoigne d'un certain culot de la part d'un membre de ce gouvernement si généreux avec les industriels !

Mais le candidat de la majorité se démène beaucoup : il ne manque pas un cocktail, pas un seul match, pas une exposition, il inaugure le 9ème téléphone chez une vieille dame, il va manger à la cantine des PTT (et il trouve ça bon), il prête (mais ne donne pas) 1.000 F à une immigrée sinistrée, etc.

Il n'y a que lorsqu'il rencontre un travailleur représentant de notre liste sur un marché qu'il se défile et disparaît.

Evidemment Mauroy et Ségard se sont découverts une soudaine passion pour l'écologie. S'il est réélu, l'un créera « un bureau vert » à la mairie, l'autre abattra les murs autour de la préfecture pour qu'on puisse voir les arbres.

Ils ont tellement l'air de se ressembler que face à Mauroy qui se dit socialiste, Ségard se prétend (sans rire)... social-démocrate. Eh oui ! Le Parti Communiste qui vient d'entrer sur la liste Mauroy se fait, lui, très discret et disparaît derrière le maire sortant. Que ne ferait-on pas pour siéger à l'ombre du beffroi, même si c'est à côté des Indépendants du CNI qui avaient pourtant fait campagne pour Ségard aux dernières législatives ?

Dans cette campagne électorale, les révolutionnaires ont pu constater que leurs idées recueillaient un écho certain dans les cités HLM, à la porte des entreprises ou aux arrêts des bus.

Correspondant LO.

A TRAVERS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Bouches-du-
Rhône :

UN CANDIDAT DE DROITE EXEMPLAIRE

Une belle brochette des représentants de la direction de la SNIAS-Marignane sera présente aux élections.

En effet le « responsable des affaires sociales », son adjoint, le chef du personnel, etc. seront présents à Saint-Victoret, Martigues ou Grans, localités autour de Marignane, sur des listes... de droite.

Le « responsable des affaires sociales » se réclame de l'Union Libérale Républicaine, sœur du Rassemblement Libéral de Progrès de l'usine et qui a fourni à l'occasion des commandos pour faire le coup de poing contre les travailleurs.

Ayant accès aux pages du *Méridional*, journal ouvertement réactionnaire, ce monsieur y développe sa politique qui va jusqu'à parler de l'« élaboration d'une collectivité plus libérale, plus démocratique, plus fraternelle, plus chaleureuse ». Ouf !

On peut savoir ce qu'il entend par là par ce qu'il nous fait subir depuis des années à l'usine : il fait régner une atmosphère de mouchardage, de pressions diverses qui vont même jusqu'à des manifestations de 200 à 300 gros bras pour empêcher les militants de la CGT de diffuser leurs tracts (Noël 1975). On a vu les mêmes tenter, en vain, d'empêcher les travailleurs de Lozai-Babcock de barrer la route pour protester et faire connaître les licenciements dont ils étaient victimes.

Ce candidat se pare des plumes de la démocratie, il promet un meilleur accueil aux citoyens quelles que soient leurs opinions politiques ou philosophiques. Que ne le fait-il déjà dans l'usine où ne cessent les brimades à l'encontre des militants de la CGT et de la CFDT !



UNE POLITIQUE, DEUX VISAGES

D'Ornano ne manque pas de ressources. C'est ainsi qu'il se présente sur les marchés du XVIII^e avec des petits minets tous fringants, qui aident les vieilles dames à porter leurs provisions et font mille civilités aux ménagères.

Un peu plus loin, devant la mairie, ce n'est plus le même spectacle. Ayant recouvert tous les panneaux électoraux d'affiches d'Ornano, des gorilles avec chiens attendent devant les panneaux que les affiches soient sèches.

A MARSEILLE, QUAND LA POLICE S'OCCUPE DE LA CAMPAGNE

Deux motocyclistes avec talkies-walkies, une voiture de police, le commissariat des Arnavaux en branle... Tout cela pour deux colleurs d'affiches qui étaient en train d'apposer l'affiche d'appel au meeting de la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » prévu le 10 mars à Marseille. Que leur reprochaient-ils ? Rien. *

Mais ils n'ont pas hésité à bousculer la candidate, à embarquer violemment son camarade, à confisquer des affiches, provoquant l'indignation des personnes qui étaient là.

Les flics partis, plusieurs personnes exprimèrent leur mécontentement. « Ils feraient mieux de surveiller les truands », disait une femme. Un jeune Algérien expliquait que lorsqu'il sort avec des copains français, il n'est pas rare que les flics lui demandent ses papiers à lui et pas aux autres.

OPERATION SECRETE A DIJON

La mairie de Pujade (RPR) a lancé un concours d'architecte pour leur demander des idées de restauration-rénovation du quartier du Petit-Cîteaux, vieux quartier historique avec pas mal de taudis.

La ville a déjà acheté un tiers des terrains. Il y a déjà eu un arpentage de fait. Le concours est clos le 30 avril.

Un comité de quartier s'est créé et s'est réuni le jeudi 3 mars. Réponse d'un représentant de Pujade habitant le quartier : « Avec votre comité, vous affolez les gens, il n'y a rien de fait, ça se fera peut-être dans dix ans. C'est aux architectes de donner des idées, après on tranchera ».

Cela n'a fait qu'accroître la colère des habitants, environ 50 à la réunion, ce qui est beaucoup pour le quartier. « Nous voulons savoir ce qu'on va faire de nous, si on va être expulsés ou pas, s'il va y avoir des écoles, un centre social ou de culture, un espace vert ou des tours. C'est quand même aux habitants du quartier à dire d'abord ce qu'ils veulent en faire ».



Paris-14^e :

CONTRE LE SCANDALE DES LOGEMENTS VIDES

Samedi 5 mars, les candidats de la liste « Paris aux travailleurs » du 14^e arrondissement ont dénoncé le scandale du logement.

Ils ont accroché une banderole sur le balcon d'un immeuble de luxe, « Point 14 », avenue du Général-Leclerc, où le deux-pièces vaut la bagatelle de 30 millions d'anciens francs et qui pour cette raison reste en partie inoccupé.

Ce n'est pas une exception puisque sur tout Paris on dénombre 88.000 logements vides (4.150 dans le 14^e), alors que 60.000 familles sont inscrites au fichier des mal-logés.

Pour dénoncer ce scandale, les candidats ont fait en bas de l'immeuble une prise de parole et distribué un tract à la population.

Paris-16^e :

LES PROMENADES DE CHIRAC

Dimanche matin, M. Chirac venait sur le marché de l'avenue de Versailles dans le XVI^e (sans nul doute pour s'informer de la hausse des prix !), entouré d'une centaine de partisans. Le moins que l'on puisse dire, c'est que son passage ne souleva pas un intérêt très grand et, s'il put serrer quelques mains, et même celles des écologistes qui étaient présents sur le marché, dans l'ensemble, la population était indifférente.

Ce pauvre monsieur Chirac a en plus été obligé, malgré la présence vigilante de ces messieurs de la police, de passer, lui et sa centaine de partisans, qui faisaient la claque face aux caméras de la télé, entre une haie de gens qui visiblement ne l'aimaient pas du tout. Il a été copieusement conspué par des gens du marché, des vendeurs de *Lutte Ouvrière*, de la LCR et de *l'Humanité-Dimanche*.

Vraiment ces messieurs les chiraquiens ne semblaient pas être à l'aise. Un peu dommage que, par hasard, caméras et appareils photos semblaient être subitement en panne !

LES MESAVENTURES DE D'ORNANO

D'Ornano, sur les marchés du XVIII^e, serre quelques mains, promet quelques arbres et s'en va.

Dimanche dernier, il était au marché du Château-Rouge. Les révolutionnaires y étaient aussi. Dès qu'il se montre, une mini-manifestation s'organise aux cris de : « D'Ornano à Deauville, une seule solution, le pouvoir aux travailleurs ».

D'Ornano, piteusement, fit demi-tour et renonça à traverser le marché. Derrière lui, les discussions allaient bon train !

Pour ceux qui auraient des illusions sur le Programme commun, Defferre précise son contenu

La droite a choisi d'axer sa campagne électorale sur la dénonciation du « danger collectiviste ».

Gaston Defferre a publié en guise de réponse un livre intitulé « Si demain la gauche... », dans lequel il s'adresse avant tout aux bourgeois et aux patrons qui pourraient éprouver à la perspective de voir demain la gauche au pouvoir, quelques craintes. Mais sa lecture est aussi à conseiller aux travailleurs qui pourraient avoir quelques illusions sur le Programme commun.

Il suffit pour s'en convaincre de lire quelques extraits.

Tout d'abord sur le Programme commun lui-même : « Le Programme commun... se situe sans équivoque possible dans le cadre de ce qu'on appelle la société de marché, et même la société de consommation, bref — appelons les choses par leur nom — la société capitaliste. Je vais sans doute décevoir quelques lecteurs en disant cela, mais il faut que les Français sachent ce qui les attend ».

A propos d'une possibilité de mouvements revendicatifs à la suite de l'arrivée de la gauche au gouvernement, voici la réponse de Defferre : « Je pense que cette vague pourra être contenue et même prévenue, du fait de la

solidarité de l'ensemble de l'Union de la gauche. C'est la grande différence entre la situation que nous avons connue en 1936 et celle des temps présents. En 1936, les Communistes avaient refusé de participer au gouvernement. Aujourd'hui, n'oubliez pas que la CGT, elle-aussi, a approuvé le contenu du Programme commun, bien qu'elle ne l'ait pas signé. Je ne mets pas en doute sa loyauté. Elle nous aidera ».

Quant à la petite phrase sur les nationalisations que les patrons reprochent tant au Programme commun parce qu'elle introduit d'incertitudes et donc de dangers — pour eux — potentiels, voici comment Defferre la précise : « Regardons ce texte d'un peu plus près afin de voir s'il comporte, en réalité, les dangers que lui prêtent nos adversaires. D'abord il précise que ces nationalisations supplémentaires devront se faire « en accord avec le gouvernement ». Si le gouvernement n'accepte pas, elles ne se feront pas. Ensuite, dans la deuxième phrase, il est dit encore : « Quand les travailleurs le demandent, le gouvernement pourra le proposer au Parlement ». Il pourra, mais ce n'est pas une obligation ».

Et pour qu'il soit plus clair encore que les patrons n'ont pas

à s'inquiéter, Defferre ajoute : « En vérité cette demande d'intervention de l'Etat ne sera probablement formulée que lorsqu'il s'agira d'entreprises comme Lip ou Titan-Coder, menacées de fermeture par suite d'une mauvaise gestion patronale ».

Pour ce qui concerne les licenciements, Defferre, s'adressant toujours aux patrons précise que leur droit à licencier leur est reconnu en toutes lettres par le Programme commun. Celui-ci ne fait que prévoir un droit à l'ouvrier licencié d'être reclassé. Mais, tandis que le droit discrétionnaire du patronat est expressément reconnu, voici ce qu'il advient du reclassement du travailleur : « Pour reclasser quelqu'un, il faut qu'il y ait un emploi disponible. Mais disponible où ? Dans une entreprise privée ? Devra-t-on imposer à une entreprise privée d'embaucher quelqu'un contre son gré ? Ce serait contraire à une certaine conception de la liberté. Dans une entreprise publique alors ? Mais va-t-il falloir créer des chantiers uniquement destinés à occuper les gens sans emploi ? ». Et pour Defferre il n'y a pas là de solutions. Qu'on puisse empêcher les licenciements ne lui vient même pas à l'esprit...

Alain MARQUET



Campagne électorale et liberté d'expression

Les journalistes protestent. Ceux de RTL ont dénoncé les pressions du gouvernement qui les obligeraient à réduire « au minimum l'essentiel de l'information », les « coups de téléphone directs aux présentateurs et aux flashmen ». Ceux de l'AFP ont fait le mardi 8 mars une grève symbolique d'une heure pour dénoncer les pressions de d'Ornano (qui a obtenu le changement du journaliste chargé de couvrir sa campagne !), de Philippe Lecat, le porte-parole du gouvernement (qui a exigé l'annulation d'une dépêche qui lui déplaisait), de Bellanger, patron du Parisien Libéré (soucieux de réduire au minimum les comptes rendus de l'AFP sur les révélations du Syndicat du Livre...).

Les journalistes de RTL ont bien entendu raison de protester lorsqu'on leur demande de se transformer en propagandistes patentés d'un d'Ornano ou d'un Giscard, lorsque le gouvernement ou la droite exige d'eux qu'ils soient aux ordres, le doigt sur la couture du pantalon.

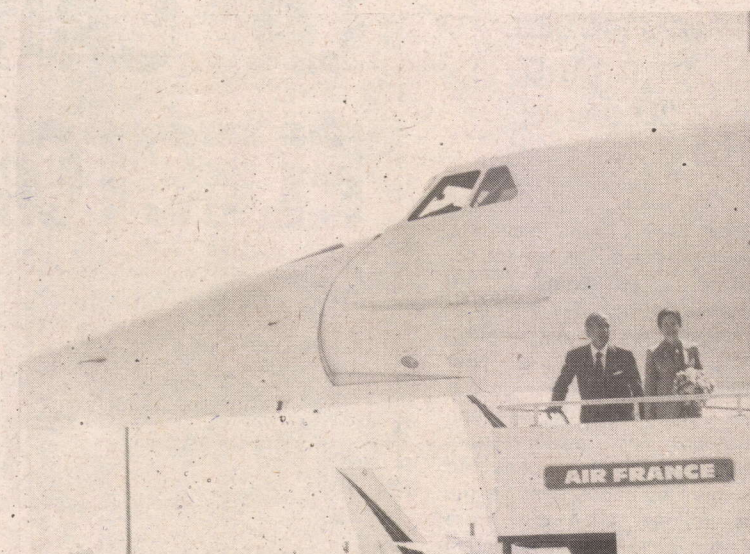
Mais il ne faut pas oublier cependant que la campagne électorale ne fait que rendre plus criantes des vérités dont la plupart des journalistes ne semblent pas ou ne veulent pas se rendre compte d'ordinaire, à savoir que les grands moyens d'information sont aux mains ou sous le contrôle des possédants et des hommes d'Etat à leur service.

Et s'ils se sont montrés ces jours-ci chatouilleux sur les attaques faites contre leur « indépendance », on peut se demander si c'est à cause d'une censure exercée par en haut ou par le simple jeu de l'auto-censure qu'un black-out presque total a été fait à la radio, à la télévision nationale et dans la presse parisienne sur les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », qui présentent pourtant des candidats dans tous les secteurs de Paris et dans de nombreuses villes de province, mais dont aucun représentant n'a été invité à exposer le point de vue ou à participer, sur les ondes et à la télévision, à des débats !

Stéphane HENIN

Concorde :

C'est remis à plus tard



Ainsi le Port de New York a décidé de renvoyer à une date ultérieure, non précisée, la question de l'atterrissage de Concorde à New York.

On ne sait pas exactement dans quelles conditions s'est fait ce report, puisque Air France et British Airways ont démenti être intervenus auprès des responsables de l'aéroport de New York pour réclamer ce report.

Il s'agit donc de forces occultes mais de forces occultes qui semblent singulièrement faire le jeu de Giscard !

Car si la presse a présenté ce rebondissement comme un recul des autorités new-yorkaises face à la pression de l'opinion française, il faut une bonne dose de naïveté pour le croire. En réalité cette trêve intervient comme une aubaine pour un Giscard qui se dépêche dans une campagne électorale qui apparaît bien difficile à son parti. Il est sûr qu'un refus

net et catégorique des Etats-Unis à quelques jours du 1^{er} tour des Municipales n'aurait pu que porter tort à Giscard, que ses adversaires politiques (de l'Union de la gauche aux chiraquiens) n'auraient pas manqué de taxer de faiblesse. Les autorités américaines en reportant leur décision ont enlevé une sacrée épine du pied présidentiel.

Alors bien sûr Giscard peut toujours expliquer que « tous les moyens de persuasion et de conviction seront utilisés par les autorités au cours de ce délai ». Ça fait sourire !

Carter lui a fait un beau cadeau électoral en lui accordant un moratoire de quelques jours. Mais une fois les élections passées, tout rentrera dans l'ordre et Concorde au musée, si les trusts américains de la construction aéronautique en ont décidé ainsi.

Stéphane HENIN.

ARLETTE LAGUILLER ET ALAIN KRIVINE A TOULOUSE

C'est devant près de 1500 personnes qu'Arlette Laguiller et Alain Krivine ont pris la parole, mercredi 9 mars, au Palais des Sports de Toulouse. La liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » se présente dans les trois secteurs de Toulouse et, mercredi 9 mars, un candidat de la Ligue Communiste Révolutionnaire et une candidate de Lutte Ouvrière ont exposé les raisons de leur candidature et de leur combat. Il fut bien sûr question de Concorde, et c'est peut-être le seul endroit dans Toulouse où l'on put entendre que Concorde n'était pas le problème des travailleurs, qu'il ne fallait pas

lier la question de l'emploi à la vente ou à la mévente de cet avion de luxe, qu'il fallait très vite organiser la riposte massive contre les licenciements annoncés et les vingt jours chômés prévus.

Les interventions de Alain Krivine et de Arlette Laguiller ont été attentivement suivies et chaleureusement applaudies. Il y avait du monde ce mercredi soir au Palais des Sports de Toulouse, un public intéressé et combatif, qui ne marche pas dans les illusions électorales et qui a montré par son accueil qu'il est conscient de la nécessité de lutter avec les révolutionnaires.

GISCARD ET LA FAMILLE

POUDRE AUX YEUX ÉLECTORALE... AVEC L'ARGENT DES TRAVAILLEURS

L'annonce par Giscard lui-même, quatre jours avant le premier tour des élections municipales, de deux mesures concernant la famille, et qui étaient en discussion depuis décembre 1975, n'a pas été faite bien sûr sans arrières pensées électorales.

Et Giscard n'a pas lésiné sur les moyens. Ses explications ont été retransmises en direct aux actualités télévisées de treize heures, dès la fin du conseil des ministres du mercredi 9, et en présence de Mme Veil qui est aussi, depuis plusieurs mois, le ministre ayant selon tous les sondages la plus forte cote de popularité. Bien sûr, la décision de remplacer cinq allocations, dont celles de salaire unique et de frais de garde, par une allocation mensuelle unique de 340 F versée aux familles ayant, soit trois enfants à charge, soit un enfant de moins de trois ans, n'est pas seulement une opération électorale. Le gouvernement a vu là l'occasion d'encourager la natalité, sans dépenser beaucoup.

Les 2,6 milliards que repré-

sente cette mesure ne sortiront pas, en effet, des caisses de l'Etat, mais seront entièrement prises sur le budget des Allocations familiales ; autrement dit, c'est avec l'argent des travailleurs que Giscard financera sa politique familiale.

Et quoiqu'il en soit, même si la somme globale prévue n'apparaît pas négligeable, une fois répartie entre les 2 300 000 familles concernées, il ne restera plus grand chose pour chacune d'entre elles.

Certes, pour environ un million et demi de familles, cela correspondra à une augmentation des prestations familiales de 200 à 300 F, mais ce que Giscard s'est bien gardé de préciser, c'est que le pouvoir d'achat des Allocations familiales a diminué d'un tiers au cours des quinze dernières années.

En outre, les deux mesures annoncées devront être soumises au Parlement au cours de sa session d'avril et elles n'entreront pas, de toute façon, en application avant le premier janvier 1978. Et entre cette date et les premiers ver-

sements aux familles, il peut s'écouler pas mal de temps, à moins que les délais soient réduits... du fait de la proximité des élections législatives (si elles ont effectivement lieu en mars 1978).

Quant à la décision de permettre aux mères de prendre un congé pour élever un jeune enfant, elle apparaît clairement pour ce qu'elle est : du vent ! Car s'il est bien prévu qu'au bout de six mois ou deux ans maximum, chaque mère pourra retrouver son emploi ou un emploi équivalent, rien par contre n'est prévu pour que cela soit appliqué !

Par contre, le gouvernement espère en faisant miroiter aux travailleuses l'assurance d'être réembauchées, qu'elles demanderont plus facilement à bénéficier d'un congé sans solde, ce qui, en période de chômage, ne peut pas déplaire au gouvernement.

Les travailleurs n'ont rien à espérer de cette petite opération électorale, sinon... de nouvelles déclarations au cours des prochains mois.

François SAVERT



L'intérêt électoral de la famille n'a jamais échappé à Giscard. Ci-dessus ses deux filles devant son affiche électorale des présidentielles de 1974. (AFP)

L'occupation du musée Schlumpf

Les ouvriers des filatures des frères Schlumpf ont eu bien de la chance d'avoir des patrons pour lesquels l'amour filial n'était pas un vain mot.

Le musée des vieilles voitures de luxe que deux cents travailleurs occupent depuis lundi 8 à Mulhouse, n'était-il pas en effet dédié « à la mémoire de leur chère maman » ?

Aujourd'hui, les frères Schlumpf sont réfugiés en Suisse et leurs biens sont en liquidation judiciaire, y compris leur musée avec ses 584 automobiles, toutes en parfait état de marche, et exposées dans des salles style Louis XVI.

Évalué à 100 millions de

francs, le musée fait maintenant s'agiter beaucoup de monde, les frères Schlumpf, d'abord, qui veulent récupérer « leur » bien, et leurs créanciers désireux de se faire payer.

Mais ce sont les travailleurs des quatre entreprises Schlumpf qui ont pris la meilleure option en décidant d'en faire leur trésor de guerre, comme les « Lip » l'avaient fait avec les stocks de montres.

Ils ont estimé à juste titre : « ce musée est notre musée. Il est le fruit de notre travail ».

Pour l'instant, les travailleurs se contentent de l'ouvrir largement au public (auparavant, le prix d'entrée était de 50 F !),

mais demain, pour peu qu'ils en décident ainsi, il peut devenir véritablement un moyen de garantir leurs salaires. En s'en prenant au capital, y compris au capital personnel des patrons, les ouvriers de Schlumpf donnent à tous les travailleurs le meilleur exemple qui soit, sur la manière la plus efficace de riposter aux licenciements.

La simple vente du musée, si elle se faisait, ne permettrait-elle pas de verser à chacun des 1.200 ouvriers, la coquette somme de 8 millions 300.000 d'anciens francs ; c'est-à-dire de quoi leur assurer même quelques jours heureux...

F.S.



Les travailleuses devant une Bugatti Royale : « Ce musée, est notre musée, il est le fruit de notre travail ». (AFP)

QUE DISSIMULENT LES PAVILLONS DE COMPLAISANCE ?

Coup sur coup deux scandales viennent d'éclater dans des ports français concernant des navires sous pavillon de complaisance et qui mettent en cause l'attitude des autorités.

Le 2 mars, au Havre, un commando casqué et armé de barres de fer s'est emparé du *Globtik Venus* (pavillon des Bahamas) et en a expulsé son équipage de marins philippins qui y faisait grève depuis deux semaines. Les marins réclamaient le respect des accords syndicaux internationaux concernant les salaires et les conditions de vie à bord. La police du Havre a laissé passer le commando, n'est pas intervenue.

A Nantes, le 8 mars au soir, le *Marlin II* (pavillon de Panama) s'enfuit malgré l'interdiction qui lui a été signifiée de quitter le port de la part des autorités. En effet, c'est un vieux raffiot hors d'usage, avec deux voies d'eau, qui constitue un danger pour la navigation. En outre, il ne respectait pas les accords syndi-

caux envers l'équipage sénégalais.

Le *Marlin II* a donc appareillé, n'a pas répondu aux injonctions d'une vedette des douanes, ni aux coups de semonce d'un navire de guerre, le *Clio*. Ce dernier s'en est tenu là. Apparemment, il est devenu hors de portée de la marine nationale d'arraisonner un vieux cargo poussié et pourri.

Pourquoi ces coups de force ? Parce qu'un certain nombre de ces navires sous pavillons de complaisance sont maintenant immobilisés à quai. Soit parce qu'ils ne sont pas en règle avec les autorités, soit, plus fréquemment, parce qu'ils sont bloqués par les syndicats du remorquage solidaires des marins, ou les deux à la fois, comme pour le *Marlin II*. Et certains armateurs n'hésitent pas à utiliser la manière forte pour se dégager, avec, comme on le voit la complicité des autorités françaises, qui, dans le meilleur des cas, font tout juste semblant de s'y opposer.

Pourtant, dans ce genre d'affaire, ce ne sont pas les petits pays (Panama, Liberia, Bahamas, Chypre, etc.) qui mettent leur pavillon à la disposition des armateurs qui sont les premiers responsables. Ce sont les propriétaires de navires qui, grâce à ce subterfuge, échappent dans une large mesure au fisc, surexploitent les équipages, se moquent des règlements de sécurité, polluent les mers encore plus allégrement que les autres.

Et parmi ces armateurs-flibustiers, combien font partie du patronat des grands pays impérialistes, France, Grande-Bretagne, USA, etc. ? Il est significatif que le tonnage officiel des flottes marchandes de bien des grandes puissances soient nettement moins élevés que celui des petits pays à pavillons de complaisance.

Derrière les pavillons de complaisance, il y a de grosses sociétés capitalistes. Et il y a la complaisance des autorités et des polices envers eux.

A.V.

La mer Adriatique et ses riverains : En danger de mort

Il y a deux ans et demi, le 14 juillet 1974, un cargo yougoslave, le *Cavcat*, coulait à la suite d'une collision. Il contenait entre autre 250 tonnes de plomb tétraéthyle — un produit hautement toxique — dans des bidons métalliques.

Depuis, on en a peu parlé. Mais, les armateurs italiens et yougoslaves n'ayant toujours pas décidé qui payerait leur repêchage, les bidons étaient lentement attaqués par la rouille, et les 250 tonnes de ce poison risquent maintenant de se répandre dans la mer Adriatique, par 90 mètres de fond.

Selon le Commandant Cousteau « il s'agirait d'une véritable bombe à retardement » qui présente un danger comparable à celui de la baie de Minamata

au Japon, « où les hommes sont morts comme des mouches pour avoir mangé du poisson contaminé au mercure ».

Finalement, il a fallu que le danger devienne imminent pour que le gouvernement italien se décide à intervenir, à débloquent 110 milliards de lires et à envoyer deux navires pour tenter de repêcher les barils de plomb. Mais à présent ceux-ci sont devenus tellement fragiles que leur manipulation va être très dangereuse pour les plongeurs. La plus petite fuite pourra, selon les spécialistes, les mettre en danger de mort et contaminer les eaux de l'Adriatique. On en est là. D'ores et déjà il s'agit d'une « prouesse » de la société de profit.

Roger PERIER

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

aux mains des capitalistes :

UN DANGER

Sept personnes ont fait la grève de la faim près de Fessenheim, dans le Haut-Rhin, pendant près d'un mois. Elles ne l'ont interrompu que le 5 mars en raison du succès des deux manifestations anti-nucléaires qui ont rassemblé quelque 8.000 personnes à Strasbourg et à Colmar. Les manifestants protestent contre le manque de sécurité des installations de la centrale nucléaire construite au bord du Rhin. Ils reprennent les revendications de plusieurs dizaines de municipalités qui demandent la publication du plan ORSEC-radiations.

Car les autorités font preuve d'un véritable mépris à l'égard de la population, prenant exemple sur Saint-Laurent-des-Eaux, où seulement quelques personnalités connaissent le plan ORSEC-Rad qui

ne fut divulgué que grâce à des indiscretions. Le plan ORSEC de Fessenheim reste secret et l'EDF, sans autres explications, a mis en route la centrale de Fessenheim le 7 mars dernier.

On comprend le mécontentement de la population. Les garanties de sécurité des centrales nucléaires n'ont pas eu l'occasion d'être vérifiées de façon certaine. Or, non seulement la centrale de Fessenheim vient d'être mise en route, mais vingt autres sont programmées dans les années à venir dont une deuxième tranche très bientôt à Fessenheim.

Aussi les réactions continuent. A Gerstheim, autre site envisagé le long du Rhin, des paysans occupent le terrain depuis un mois. L'année dernière c'est à Whyll en Allemagne, également le long du

Rhin, que des manifestants avaient occupé le terrain.

Et la population a d'autant plus de raisons d'être inquiète que l'industrie capitaliste a montré depuis belle lurette, dans tous les domaines, qu'elle ne s'est jamais préoccupée des conséquences néfastes sur l'environnement.

Le préfet du Haut-Rhin a déclaré que ces centrales « ne présentent pas plus de danger que les industries classiques ». Mais il n'y a vraiment pas de quoi rassurer. Les industries classiques ont déjà largement pollué le Rhin qui, après son passage dans les régions industrialisées de France et d'Allemagne, n'est plus qu'un immense égout. La centrale de Fessenheim y ajoutera sa pollution : une élévation notable de la température. Une pollution ne chasse pas l'autre.

Correspondant local.



La centrale nucléaire de Fessenheim est mise en route... mais les habitants de la région n'ont pas les garanties de sécurité nécessaires ! (AFP)

PARIS-19° :

UNE INAUGURATION JOYEUSE

Dimanche 6 mars, midi, place des Fêtes, il y avait une animation inhabituelle. Plusieurs centaines d'habitants du quartier (certains venaient juste de terminer leur marché) suivaient une fanfare et se regroupaient devant le 9 de la rue du Pré-Saint-Gervais. Une inauguration d'un centre socio-culturel, ou Maison de quartier, devait avoir lieu. Des tuyaux de toutes les dimensions et de toutes les couleurs étaient accrochés à la façade, qui prenait des allures de petit Beaubourg. Avant la pose du dernier tuyau, les discours d'usage ont été faits, mais ce sont des comédiens du Théâtre du Bonhomme Rouge qui ont pastiché ministres et secrétaires d'Etat. Tout le monde a bien ri et applaudi, avant d'être invité à visiter les lieux.

C'était donc une inauguration très spéciale, dans le cadre d'un week-end de réanimation de la place des Fêtes, et dont le but était de rappeler, pendant la campagne des municipales, que l'association « Place des Fêtes Avenir » lutte depuis six ans pour obtenir que la Ville de Paris achète le local pour que puisse y être créée une Maison de quartier. La majorité du Conseil de la Ville de Paris a toujours refusé de débiter les crédits. Il est vrai que ceux-ci étaient, sans doute, exclusivement réservés à l'opération de prestige : Beaubourg. Mais permettre une vie, une animation, dans un quartier où poussent rapidement les immeubles de béton, n'est pas la préoccupation de la majorité giscardienne et chiraquienne.

Correspondant LO.

SI JESUS AVAIT APPRIS LE KARATÉ COMME NOUS, IL NE SERAIT PAS MORT EN CROIX



PANIQUE A L'AUTEL

Depuis le 27 février que des chrétiens traditionalistes occupent l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris, celle-ci résonne de messes en latin, selon le rite de Saint-Pie V.

Evidemment, il faut bien reconnaître que le latin a l'inconvénient d'être incompréhensible pour la plupart des fidèles. Et d'écouter la messe sans comprendre les âneries qui y sont débitées. Et à ce titre la cause des intégristes possède indubitablement quelques solides arguments.

Et ce passionnant et passionné débat n'aurait été que parfaitement anodin si le chœur touchant des pieux latinistes n'avaient rassemblé toute la fine fleur de l'extrême-droite parisienne qui a ajouté à ses homélies quelques arguments plus séculiers et du coup plus convaincants... en envoyant un prêtre « légitime » à l'hôpital. Tant il est vrai que le droit canon, en latin ou en français n'a jamais prescrit que les églises fussent n'importe où occupées que par des enfants de chœur... Amen !

J.M.J.

LES ETUDIANTS CALEDONIENS OCCUPENT LEUR FOYER

Depuis quatre mois le foyer des étudiants calédoniens (12, rue des Ecoles, Paris V°) est occupé par ses résidents.

Le Territoire d'Outre-Mer de la Nouvelle-Calédonie (capitale Nouméa, à 2.000 km à l'est de l'Australie) est un lambeau de l'empire colonial français qui possède d'importants gisements de nickel. Cette situation coloniale, les étudiants canaques la retrouvaient dans le foyer, avec son règlement raciste et répressif, qui visait surtout à interdire tout contact entre les étudiants et d'autres jeunes canaques, étudiants en province ou effectuant leur service militaire en France.

C'est pour lutter contre cette situation de colonisés que les résidents ont entrepris l'occupation de leur foyer. La gerante partie, c'est un Comité de gestion élu par les résidents qui a pris en charge le foyer. Ils réclament que l'Assemblée territoriale (le pseudo-Parlement du Territoire, qui sert de paravent au colonialisme français) reconnaisse le Comité de gestion et lui fournisse les crédits nécessaires au fonctionnement du foyer.

Ils ont déjà organisé des conférences de presse, une journée « portes ouvertes » et préparent pour la mi-mars une semaine anti-impérialiste.

CE N'EST PAS L'AUSTERITE POUR TOUT LE MONDE

Le directeur du casino de Divonne-les-Bains (le premier casino de France) vient d'être suspendu : pour récupérer un de ses gros clients qui, à la suite d'une contestation (une paille : le casino refusait de lui verser plus de deux millions de francs), était parti en claquant la porte. Il lui avait finalement versé, plusieurs mois après le litige, un peu plus d'un million 200.000 francs. Or le Code des jeux interdit ce type de transaction. Il prescrit que les litiges entre joueurs et casinos soient réglés sur-le-champ. Et le directeur en question vient d'être sanctionné.

Un fait divers qui ne mériterait pas beaucoup d'attention, s'il ne soulevait un peu le voile qui recouvre habituellement les activités de ce genre d'établissements de loisirs. La presse, à cette occasion, révélait ainsi que, pour l'année 1975-1976, le casino de Divonne avait fait plus de 75 millions de francs (soit plus de sept milliards anciens) de recettes brutes.

Comme on voit, ce n'est pas l'austérité pour tout le monde.

Jean-Jacques LAMY

L'ARMEE TUE

Jeudi dernier, deux soldats, appelés, sont morts dans un accident de char à Canjuers : alors qu'ils rentraient d'un exercice de tir, leur char s'est retourné.

D'autre part, la semaine dernière, deux suicides d'appelés étaient connus : celui d'Emmanuel Belkassa, déserteur emprisonné à Landau, qui se serait pendu dans sa cellule (mais sa famille conteste cette version officielle et a demandé l'ouverture d'une enquête); et celui du sergent appelé, Cousin qui, à Neustadt, alors qu'il montait la garde, s'est tiré une balle dans la gorge.

Accidents, suicides vrais ou faux, quelle que soit la responsabilité directe de l'armée là-dedans, voilà encore quatre morts à mettre à son actif.

J.J.L.

Après la création voici deux semaines d'un Conseil Général de Catalogne, une nouvelle étape dans le processus de « libéralisation contrôlée » vient d'être franchie avec le rétablissement des assemblées populaires dans les deux provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa.

Le gouvernement d'Adolfo Suarez amorce ainsi la solution d'un problème politique jamais résolu sous Franco, celui de l'opposition basque au pouvoir central de Madrid.

Cette opposition, qui secoua violemment les dernières années du règne de Franco et cristallisa, sous la bannière du nationalisme basque, tous les mécontentements de la population face au régime, résulte du choix de Franco au moment du renversement de la république espagnole.

En 1936, le Parti Nationaliste Basque avait soutenu la République face au soulèvement des militaires, parce que la République acceptait d'accorder aux Basques les libertés si longtemps convoitées. Les nationalistes basques, représentant une bourgeoisie solide, économiquement puissante, se voulaient alors les défenseurs de l'Eglise et de la propriété privée. La défaite des armées républicaines approchant, le gouvernement basque avait entamé des négociations avec les



C'est à la pression populaire, à celle de ces manifestations, que Suarez ne veut pas paraître céder.

Italiens alliés de Franco, lorsque surgit Franco qui mit brutalement fin aux négociations, arrêta les dirigeants basques et, au nom de l'unité nationale, refusa désormais d'entendre parler des droits des Basques. Il s'ensuivit dans le Pays basque une répression qui amena l'Etat franquiste à refuser à la population le simple droit à la culture, à sa langue propre. Le franquisme paya cette politique d'une rébellion larvée, mais jamais matée, à partir des années 1960.

Suarez s'engage donc dans la voie de la réconciliation avec les

Basques. La libéralisation cependant est, là aussi, savamment dosée. Il ne s'agit pas de paraître céder aux nationalistes basques de l'ETA qui ont mené contre Franco l'opposition la plus ouverte, la plus radicale. C'est pourquoi il refuse toujours d'amnistier l'ensemble des prisonniers politiques d'Espagne, qui sont des Basques pour la grande majorité d'entre eux, tandis qu'il rétablit les assemblées populaires, ce qui permet de donner satisfaction aux aspirations de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie basques (elles obtien-

draient ainsi certains pouvoirs de décision) tout en faisant dévier les revendications des couches laborieuses vers des préoccupations d'ordre national.

Cette politique, qui vise aussi à diviser les travailleurs d'Espagne en Basques, Catalans, Castillans, etc., loin de se heurter à une contre-propagande résolue des organisations ouvrières, risque au contraire de rencontrer la complicité de fait de la plus grande partie de la gauche, et même de l'extrême-gauche.

Hélène DURY.

Les appareils politiques se mettent en place

Ce premier congrès de l'Alliance Populaire, vaste rassemblement de droite regroupant les formations politiques de sept anciens ministres de Franco et dont le secrétaire général est Fraga Iribarne s'est tenu. Aux cris de « Franco, Franco ! », le congrès a salué les déclarations de Iribarne.

Mais, si l'Alliance Populaire se réclame du franquisme, il s'agit bel et bien d'un franquisme rénové, de ce franquisme dont la « rénovation » a commencé avec Franco lui-même.

L'Espagne d'aujourd'hui légalise des partis d'opposition, reconnaît en partie le droit de grève et, pas à pas, Juan Carlos tente

de transformer la vieille dictature en une démocratie parlementaire bourgeoise. Et cela, le rassemblement de Fraga Iribarne ne le remet pas en cause. Ministre sous Franco, Iribarne l'a été aussi sous Juan Carlos et, à l'Intérieur, il a contribué à impulser la marche vers la libéralisation du régime. D'ailleurs, de la tribune du congrès de l'Alliance Populaire, il s'est prononcé pour la liberté de la presse et la démocratie.

Ce à quoi on assiste, c'est à la mise en place des appareils politiques dont la bourgeoisie espagnole a besoin pour faire contrepoids, dans un régime parle-

mentaire, aux partis de gauche et au Parti Communiste. Ces appareils politiques de droite, qui ont manqué à la bourgeoisie portugaise dans les mois qui ont suivi le renversement brutal du régime de Salazar-Caetano.

En Espagne, la bourgeoisie et Juan Carlos ont tout mis en œuvre pour contrôler ce processus et éviter les débordements qui se sont produits au Portugal. Et il faut bien dire que, pour l'instant, ils y sont parvenus. Désormais, à droite comme à gauche, les partis classiques d'une démocratie parlementaire sont en place.

Les seules forces politiques qui ne semblent pas encore organi-

sées sont celles (la multitude de petits groupes qui évoluent entre cette droite et les partis ouvriers) qui soutiennent ouvertement la politique de Suarez. Et certains, tels les libéraux français du Monde, s'en inquiètent.

Mais, en fait, ce n'est pas un bien grave problème pour le gouvernement espagnol. Ce qui donne aujourd'hui sa stabilité au régime Juan-carliste, c'est son caractère bonapartiste, c'est le fait de pouvoir s'appuyer à la fois sur ses deux « oppositions », celle de droite et celle de gauche. Et celle de gauche n'est pas la plus chiche de son soutien.

Jean-Jacques FRANQUIER

Suarez professeur de démocratie

Le journal *Mundo Diaro* de Barcelone rapporte dans son numéro du 2 mars les raisons invoquées par le gouvernement espagnol pour refuser de légaliser un certain nombre de partis.

C'est ainsi que le gouvernement espagnol reproche à l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs (maoïsante), qui propose de rendre Ceuta et Melilla au Maroc, « d'attaquer l'unité de la patrie »

et de « proposer une théorie marxiste-léniniste qui implique le renversement du régime totalitaire par la voie révolutionnaire », chose absolument inadmissible... puisque le régime espagnol (c'est lui qui le dit) n'est pas un régime totalitaire !

Le Parti du Travail d'Espagne, parti maoïste qui se dit républicain, est accusé lui, d'être contraire à l'ordre constitutionnel

puisque cet ordre constitutionnel prévoit la monarchie... Et puisqu'il défend la classe ouvrière, le Parti du Travail est accusé d'œuvrer à la division des citoyens !

Quant à la Ligue Communiste Révolutionnaire (trotskyste), ce ce sont ses statuts qui ne plaisent pas au gouvernement espagnol. Ils sont, paraît-il, anti-démocratiques, puisqu'ils donnent au Comité central le droit de co-

opter 15 % de ses membres !

On peut s'indigner devant le culot de ces bons élèves de Franco qui viennent aujourd'hui donner des leçons de « démocratie »... ou tout simplement rire des prétextes que vont chercher aujourd'hui ces nouveaux démocrates pour ne pas légaliser les groupes révolutionnaires.

A.S.

La chasse aux jours fériés

Dans la perspective d'entrer un jour dans le Marché commun, l'Espagne de Juan Carlos a entrepris une vaste campagne pour se mettre au niveau de l'Europe... du moins en ce qui concerne les jours fériés !

Les jours fériés sont en effet plus nombreux en Espagne que dans le reste des pays européens. Aux fêtes nationales officielles du 18 juillet, du 12 octobre (fêtes commémorant la première le coup d'Etat de Franco et la seconde l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique), viennent s'ajouter les nombreuses fêtes re-

ligieuses instaurées depuis 1939, consacrées à une douzaine de saints et de saintes. Même le 1^{er} janvier, qui devient en Espagne le jour de la circoncision du Seigneur, et le 1^{er} mai, qui est la fête de San Jose Obrero (saint Joseph ouvrier), sont considérés comme fêtes religieuses.

Ce qui fait en tout quelque 16 jours fériés par an, dont le tiers n'est pas payé et doit être récupéré.

C'est trop pour les patrons espagnols, qui voudraient bien ramener le nombre de fêtes à la moyenne européenne. Ils ont d'ailleurs réussi cette année à en

supprimer quelques-unes, dont le 1^{er} mai, fête de saint Joseph, qui n'est plus désormais le patron des ouvriers au repos, mais celui des ouvriers au travail !

Devant cette offensive patronale, les ouvriers espagnols protestent car, sanctifiés ou pas, ils veulent conserver leurs jours de repos, plus que nécessaires face aux horaires de travail qu'on leur impose.

Actuellement en Espagne, les horaires « normaux » de travail oscillent entre 50 et 55 heures par semaine, sans compter les heures supplémentaires qu'effec-

tuent chez un second patron nombre d'ouvriers après leur travail, pour arrondir les fins de mois. Les horaires de travail les plus courants sont dix heures par jour pendant cinq jours, plus cinq heures le samedi matin ou bien douze heures par jour, et le samedi chômé. Ce qui fait des moyennes annuelles de 2.500 à 2.750 heures de travail, 500 à 1.000 de plus que dans les pays européens.

Comme quoi, Marché commun ou pas, les patrons espagnols n'oublient pas leurs intérêts !

Gabriel CATALA.

Quand les Etats-Unis prennent leurs distances vis-à-vis des dictatures d'Amérique Latine

Carter est revenu sur les « profonds regrets » exprimés par le représentant des USA à l'ONU, sur le rôle joué par son pays au Chili. D'après Carter, ces

excuses n'étaient qu'une « opinion personnelle ». Toutefois, il reconnaît une aide financière des Etats-Unis, qui a pu contribuer au renversement du régime

d'Allende.

Mais malgré les réserves de Carter, sa déclaration, comme celle de son représentant, s'inscrit dans la politique menée vis-à-vis des dictatures d'Amérique latine par le nouveau président des USA, qui a multiplié les déclarations en faveur du respect des droits de l'Homme, et a même décidé de suspendre toute aide militaire à l'Uruguay, de la diminuer en direction de l'Argentine et du Brésil.

C'est qu'au moment où Carter reçoit les dissidents soviétiques et se fait le champion des libertés démocratiques contre les pays de l'Est, la politique ouvertement répressive de régimes soutenus par les USA jetait une note quelque peu discordante à ses discours. Mais ce n'est pas seulement pour cette raison que le gouvernement américain a décidé de prendre ses distances vis-

à-vis de régimes qu'il a largement contribué à mettre en place ces dernières années.

C'est que les dictatures d'Amérique Latine, en écrasant le mouvement ouvrier, en matant toute opposition, ont rempli la tâche qu'attendaient d'elles les USA. Et ils aimeraient bien que ces dictatures offrent un visage un peu plus présentable aux yeux de l'opinion publique mondiale que celui du Chili ou du Brésil.

Cette politique n'est pas nouvelle. Les USA l'ont toujours menée vis-à-vis de régimes de pays sous-développés un peu trop discrédités, comme à Cuba, en 1958-1959, en retirant leur soutien au dictateur Batista, et en laissant, dans un premier temps, le régime de Fidel Castro se mettre en place. Certes, cette expérience malheureuse les a rendus plus prudents. Et il ne s'agit pas pour les Etats-Unis de laisser

choir les dictatures qu'ils ont contribué à mettre en place. Mais étant donné la situation actuelle en Amérique Latine, l'impérialisme américain, même s'il décide de faire pression pour imposer à ces pays une certaine libéralisation par le haut, n'aurait guère à craindre une situation telle qu'il s'en est produit une à Cuba.

Les limites de cette libéralisation, d'ailleurs, se sont exprimées de façon quasi symbolique dans la comédie des « regrets » démentis aussitôt qu'exprimés. Tout ce que les opprimés d'Amérique Latine peuvent attendre des Etats-Unis, ce sont quelques gestes spectaculaires, quelques déclarations solennelles qui ne changeront rien à leur sort... Pour cela, aujourd'hui comme hier, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

A.S.



Un membre de la Junte chilienne arrivée au pouvoir avec l'aide des Etats-Unis pour mater le mouvement ouvrier. Aujourd'hui que la besogne est faite, Carter prend ses distances... (Photo extraite du film : La bataille du Chili)

Belgique : la crise gouvernementale

La droite passera-t-elle la main à la gauche prête à démobiliser la classe ouvrière et à gérer la crise ?

Le Premier ministre belge, Léo Tindemans, vient de dissoudre le Parlement. Des élections législatives anticipées auront lieu le 17 avril prochain.

Le gouvernement qui dirige le pays depuis le départ des socialistes du gouvernement en 1974 avec une coalition de centre-droit est en effet aujourd'hui minoritaire après la défection de deux ministres.

La crise gouvernementale actuelle n'est pas fortuite. La Belgique est le pays du Marché commun qui, mis à part l'Irlande, comprend la plus forte proportion de chômeurs (plus de 8 % de la population active). La mise en œuvre de mesures d'austérité comparables à celles du plan

Barre s'est faite rudement sentir au sein de la classe ouvrière. Et depuis près d'un mois maintenant, la Belgique connaît une agitation sociale importante.

Bien sûr, les bureaucraties syndicales ont apparemment jusqu'à contrôlé le mouvement en l'éparpillant dans des grèves tournantes.

A l'heure où nous écrivons les syndicats belges viennent d'ailleurs de suspendre ces grèves tournantes, sous prétexte que le gouvernement ayant dissous l'Assemblée, ils n'ont « plus d'interlocuteurs valables ! ». Façon éclatante d'annoncer la trêve électorale.

Car ce qui se passe aujourd'hui en Belgique n'est probablement

que l'anticipation de quelques mois de ce qui va se passer en France. Face à la crise, face au plan de guerre de la bourgeoisie belge et de ses gouvernants contre la classe ouvrière, la seule perspective du PS, du PC et des centrales syndicales, sont des perspectives électorales, et de briguer des places au gouvernement pour gérer cette crise et mener la politique de la droite.

La droite belge en est bien consciente. Si bien même que Tindemans avait envisagé de dissoudre la crise politique de son gouvernement en rendant le PS solidaire de sa politique d'austérité : le 5 mars dernier, il lui proposait d'entrer dans la coalition gouvernementale. Le PS

lui a opposé « un retus catégorique » ; car il a en vue une « alternative de gauche » rassemblant socialistes, communistes, chrétiens de gauche et autres petites formations plus ou moins centristes.

La bourgeoisie belge semble prête à jouer le jeu de l'alternance et à passer la main à l'opposition dite de gauche pour lui faire prendre la responsabilité pleine et entière des mesures anti-ouvrières. Et ne doutons pas que si des élections anticipées du 17 avril prochain la gauche sortait majoritaire, elle prendrait pleinement ses responsabilités... vis-à-vis de la bourgeoisie.

H.C.

L'AFRIQUE EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

Le premier sommet arabo-africain s'est déroulé du 7 au 9 mars au Caire. A cette occasion les pays producteurs de pétrole, et en premier lieu l'Arabie Saoudite, se sont engagés à fournir une « aide » d'un milliard et demi de dollars (près de sept milliards et demi de francs) étalée sur cinq ans.

Mais derrière ce geste spectaculaire et apparemment généreux, il y a des raisons qui le sont moins.

Tout d'abord, la somme annoncée ne doit pas faire illusion : sept milliards et demi de francs, c'est à peu de choses près le double du montant de l'aide gouvernementale au seul patronat de la Sidérurgie française... C'est-à-dire que ce n'est pas une pareille somme qui permettra le développement économique de toute l'Afrique !

L'aide que viennent de promettre les pays arabes producteurs de pétrole est d'ailleurs une aide sélective, n'allant qu'au pays dont la politique extérieure est conforme à leurs souhaits. Et il est de ce point de vue significatif que les mouvements de libération africains n'aient obtenu que moins de 1 % de l'aide totale promise.

Il importe peu d'ailleurs de savoir si l'Arabie Saoudite agit au nom des Etats-Unis (une aide directe de ceux-ci pourrait être considérée comme trop voyante par les chefs d'Etat africains) ou en son nom propre, profitant des avantages relatifs que lui offre sa situation de producteur de pétrole pour s'offrir une petite zone d'influence diplomatique.

Dans un cas, comme dans l'autre, ce sont finalement les intérêts de l'impérialisme qui défendent les pétro-dollars saoudiens. Et les déclarations satisfaites du sommet du Caire cachent mal la situation qui est faite à l'Afrique : celle d'un continent en liberté surveillée.

J-J FRANQUIER

Portugal

Soares frappe à la porte du Marché commun



Commis-voyageur de la bourgeoisie portugaise, Soares fait de la retape auprès de la bourgeoisie européenne. (AFP)

Commis voyageur du capitalisme portugais, Mario Soares, Premier ministre de ce pays, et accessoirement secrétaire du Parti Socialiste, fait la tournée des capitales européennes pour plaider la cause de l'entrée de son pays dans le Marché commun.

Passant par Paris, puis par Bonn, il fait l'article auprès des dirigeants français et allemands : nous représentons un marché pour les capitaux, pour les marchandises, et puis nous avons réglé le problème de la contestation ouvrière. La récente dévaluation de l'escudo a fait la preuve que nous étions prêts à imposer aux couches populaires des sacrifices, un plan d'austérité en un mot que les socialistes portugais étaient des gens responsables.

Responsables, les dirigeants du PS portugais le sont. Mais il

ne suffit pas de faire de la retappe pour que les principales puissances économiques de la communauté européenne s'apitoyent. Le sort de l'économie portugaise ne les intéresse que dans la mesure où leurs intérêts propres en bénéficient. Les capitalistes allemands, français font leurs comptes. C'est ce qui explique, entre autre, les hésitations formulées par Barre en France, qui du même coup veut rassurer les milieux paysans inquiets d'une éventuelle concurrence des produits agricoles portugais.

Les capitalistes français et allemands traitent les capitalistes portugais de la même façon que Soares traite les travailleurs portugais. C'est la loi de la concurrence capitaliste, même lorsqu'elle se camoufle derrière une façade communautaire. Soares devrait la connaître !

J.P.V.

dossier

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Des livres et des machines mais...

L'avenir du Technique : sa disparition en tant qu'enseignement à part

L'existence séparée de l'enseignement technique est une aberration en soi. Est-il possible de faire la séparation, dans la masse des acquisitions qui expriment la domination de plus en plus grande de l'homme sur la nature, entre ce qui est seulement « technique » et ce qui ne l'est pas ? Toute l'histoire du dernier siècle n'est que la marche plus ou moins parallèle des divers développements des sciences, des techniques, de la grande industrie. Et pourtant la société prétend qu'il y a une sorte d'enseignement qui doit rester à part : l'enseignement technique. En fait, et cela est connu de tous, il s'agit seulement pour la bourgeoisie d'un enseignement qui s'adresse à une catégorie sociale qu'elle veut laisser à part : la classe ouvrière.

Car si, lorsqu'il s'agit de qualifier professionnellement, techniquement, ses hommes d'affaires, ses magistrats, ses chefs militaires, la bourgeoisie ouvre des écoles pour cela, il ne vient pourtant à l'idée de personne de classer l'Ecole Centrale, Polytechnique, l'Ecole supérieure de la magistrature ou l'ENA comme des établissements du Technique ! Le monde bourgeois considère donc, en tout cas pour lui-même, comme un non-sens de séparer le professionnel du reste de l'enseignement.

Ce non-sens fait évidemment sentir ses effets au sein même des établissements du Technique. Lorsque les professeurs d'électronique des lycées techniques se retrouvent devant d'énormes difficultés pour suivre eux-mêmes tous les progrès, tous les bouleversements réalisés en permanence dans cette branche, lorsqu'ils sont dans la quasi-impossibilité de retransmettre tout ou partie de ces acquis à leurs élèves, lorsque l'Education nationale prend ainsi un retard sur l'industrie qui est, par nature, impossible à combler, comment ne pas voir que c'est le principe même de la séparation d'un enseignement technique qui est contesté ?

Cette mise à l'écart est le résultat de la division sociale qui s'est opérée, avec le développement du capitalisme, entre le travail intellectuel et le travail manuel. En même temps que grandissait la puissance du Capital, grandissait l'opposition du travail intellectuel et du travail manuel, et la domination du premier sur le second. L'existence à part de l'enseignement technique et son état de subordination ne font que traduire la subordination de la classe ouvrière dans la société. Et ils ne disparaîtront qu'avec elle.

La place à part faite au Technique est d'autant plus choquante et anachronique que cet enseignement contient certains éléments d'un enseignement d'avenir. Celui-ci sera un enseignement polyvalent. Il conjuguera l'apprentissage de la théorie avec celui du travail productif, l'usage du livre avec celui des machines. Car la société socialiste de demain formera sa jeunesse dans l'esprit neuf de la fusion du travail manuel et du travail intellectuel.

Dans l'enseignement technique actuel, ces deux éléments cohabitent, mais pas du tout de façon harmonieuse. C'est que le premier y sert d'introduction au travail salarié et que le second y est totalement anémié, apparaissant comme bouche-trou ou comme série de recettes. Les jeunes utilisent certes livres et machines. Mais ils dominent très peu le savoir, et les machines sont bien près de les dominer. Les jeunes de demain pourront dominer à la fois le savoir et les machines, lorsque la classe travailleuse maîtrisera la production des richesses et la vie sociale, ouvrant ainsi la voie au socialisme. Alors sera fournie une éducation « tous azimuts » aux nouvelles générations.



Quelques dizaines d'années d'existence

Toute l'histoire de l'enseignement technique est une adaptation, souvent approximative, aux exigences de l'industrie et du patronat.

A ses débuts l'école, qui était réservée à une petite minorité d'enfants, ne contenait aucun enseignement technique.

Jusqu'à un certain niveau de développement, la société n'avait nul besoin d'écoles techniques, car la connaissance d'un métier se faisait dans un étroit milieu familial. Avant l'ère du capitalisme industriel, sous le régime du compagnonnage, l'apprentissage d'un métier se faisait « sur le tas », dans le cadre de la corporation. Après avoir fait ses preuves, l'apprenti pouvait devenir compagnon et même maître.

Mais avec les débuts de la production industrielle et le développement des sciences, les machines et les mécanismes devenaient de plus en plus compliqués et nécessitaient des connaissances générales sur la production et les métiers : les premières écoles techniques sont alors apparues. Avant la Révolution française il y en avait vingt-sept, essentiellement des écoles de dessin.

Les établissements avaient un caractère privé. Ils accueillaient par exemple les orphelins de guerre et étaient souvent contrôlés par des congrégations religieuses.

Au XIX^e siècle, l'Etat prend en charge l'enseignement supérieur : le besoin de former des cadres était prépondérant. Le Conservatoire des arts et métiers devint ainsi, en 1819, une « haute école d'application des connaissances scientifiques au commerce et à l'industrie », véritable « Sorbonne industrielle ».

Le but est de former ceux qui, dans la production, doivent assurer l'encadrement des ouvriers.

Des écoles d'arts et métiers payantes sont créées dans plusieurs régions. Elles accueillent des jeunes de 13 à 15 ans à qui on inculque une

mentalité d'élite. La discipline y est militaire, à tel point que le bon élève est dénommé caporal ou sergent.

Au moment où l'Etat bourgeois se consolide, un grand mouvement de scolarisation a lieu : la loi Jules Ferry rend l'école laïque obligatoire et plus ou moins gratuite.

Mais ce mouvement de scolarisation ne touchera que bien plus tard l'enseignement technique. Il ne se développera vraiment que lorsque l'industrie l'exigera : en 1880, 90 % des ouvriers et des ouvrières n'ont aucune instruction. En 1906 est donc déposé un projet de développement, et des certificats de capacité à tel ou tel métier sont institués.

Jusqu'à ce moment-là, l'enseignement technique est encore sous la dépendance du ministère du Commerce.

A partir de 1920, c'est le ministère de l'Instruction publique qui va s'en occuper. La loi Astier est la première Charte qui, en 1920, va réglementer l'enseignement technique : les communes sont tenues de créer des cours professionnels. Les CAP, certificats d'aptitude professionnelle sont créés. La durée des études est de trois années, pendant lesquelles les ouvriers sont détachés de la production. L'examen comporte un jury avec un représentant du gouvernement, les professeurs, des patrons et des ouvriers... nommés par le préfet. Certains patrons n'étaient pas tous favorables à ce système, bien que dans l'ensemble cela correspondait aux intérêts généraux du patronat.

Là-dessus s'ouvre une période de récession économique. La crise de 1929 aux Etats-Unis déferle sur l'Europe. Le chômage est considérable et en même temps les patrons se plaignent de ne pas avoir assez d'ouvriers qualifiés. Les gouvernements organisent des centres de formation professionnelle pour chômeurs en 1935. En fait, les cours s'orientent vers la Défense nationale.

Ainsi, malgré la loi Astier, l'enseignement technique ne disposait toujours pas, à la veille de la guerre, d'un réseau complet d'écoles publiques. Il n'y a que 860 centres de formation en 1944.

L'organisation de cet enseignement ne sera plus modifiée fondamentalement depuis cette date. Il subira seulement quelques retouches de détail, accompagnant les diverses — et nombreuses — « réformes » de l'enseignement qui ont eu lieu depuis trente ans.

L'ensemble de la population scolaire et universitaire représentait pour l'année scolaire 1974-1975 : 13.190.075 jeunes, soit 25,12 pour cent de la population totale.

Sur ce nombre l'enseignement technique concernait 1.060.386 jeunes, dont 713.202 dans les CET et 265.464 en lycées techniques.

Notre prochain dossier : le capitalisme aujourd'hui

Des « 200 familles » aux « vingt empires » industriels et financiers.

Du monopole économique au pouvoir politique.

Les trusts, la gauche et les nationalisations.

dossier

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Les collèges d'enseignement technique :

COMMENT ON Y ENTRE...

Beaucoup de jeunes n'arrivent pas à suivre une scolarité normale dès le premier cycle de l'enseignement secondaire. Dès la classe de Sixième ou de Cinquième ils auront accumulé difficultés scolaires et retards. A la sortie de la 5^e, ils pourront, étant au moins âgés de 14 ans, entrer dans un CET en première année de CAP. Ils entament là une préparation, en trois ans, d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP), sanction d'une formation d'ouvrier ou d'employé qualifié. Ceux qui arriveront, tant bien que mal, eux, à terminer leur premier cycle, mais ne peuvent pas espérer entreprendre un second cycle long dispensé dans les lycées, ont la possibilité d'entrer au CET, mais pour y préparer dans ce cas un BEP. Ce Brevet d'Enseignement Professionnel, préparé en deux ans, sanctionne aussi une formation de professionnel qualifié mais, en théorie, non pour un métier déterminé, mais pour un ensemble d'activités.

...ET COMMENT ON EN SORT

Mais pour autant ces collégiens sont-ils tirés d'affaire ? Même pas ! Car nombre d'entre eux vont être rejetés hors du CET. D'autres n'attendent là que d'avoir l'âge de 16 ans pour aller chercher du travail. Pendant la première année de CAP, 20 % des élèves vont ainsi abandonner leur scolarité. Il y en aura presque autant la deuxième année. D'ailleurs le faible pourcentage de redoublants, de l'ordre de 3 %, le montre bien. On suit ou on est mis à la porte, parce que le redoublement n'est pas autorisé.

Pour les élèves qui atteindront la dernière année de BEP ou de CAP, ils devront encore obtenir le droit de se présenter à l'examen. De très nombreuses candidatures sont chaque année repoussées sous prétexte de « niveau insuffisant ».

Le résultat, c'est que seulement environ un élève sur trois entré en première année de CAP en sortira avec son diplôme en poche.

LES IUT : « Universités du pauvre »

Les IUT (Instituts Universitaires de Technologie) sont des établissements de l'enseignement supérieur formant, en deux ans, des techniciens supérieurs de l'industrie et des cadres moyens pour le secteur « tertiaire » : commerce, services.

Les IUT ont été qualifiés par L'Express d'« universités du pauvre ». Leur budget, comme celui des CET, peut être plus ou moins gonflé par

les versements patronaux constituant la taxe d'apprentissage. Pour l'IUT de Toulouse, en 1974, pour 15 millions de budget de fonctionnement, la taxe d'apprentissage se montait à 800.000 F. Et dans certains IUT, elle peut représenter une bien plus forte proportion. On trouve dans les IUT 52 % d'élèves issus des milieux populaires, ce pourcentage n'étant que de 33 % pour l'université. Maigre consolation !

SELECTION SOCIALE ET SOUMISSION AUX

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, ÇA NE SE CHOISIT PAS

A l'école, l'enfant apprend à lire, à écrire, à compter et guère plus. S'il a la chance d'être environné par des adultes cultivés, ce qu'il apprendra à l'école lui sera profitable et il sera un jeune probablement sans difficultés scolaires spéciales. En revanche, s'il est de milieu modeste, si ses parents, moins cultivés, ont peu de temps pour s'occuper de lui, il aura des difficultés pour apprendre et dès le départ aura un retard scolaire qui, en fait s'aggrave toujours dans ce cas, puisque le jeune ne trouve pas autour de lui l'aide nécessaire pour le compenser.

Il sera considéré par le système scolaire comme un élève peu « doué » puisqu'il aura des problèmes surtout avec les matières générales. Par contre, on va « découvrir » chez lui une « vocation » manuelle et technique et, tout jeune, dès 14 ans, il sera orienté vers une formation spécialisée. C'est ainsi que l'on entre le plus souvent dans l'enseignement technique.

En fait, il n'y a pas un

enseignement technique, où l'on entrerait à 14 ou 15 ans pour y achever ses études. Il y a plusieurs enseignements techniques : celui des CAP, celui des BEP, celui des lycées techniques, celui des IUT. Qui entre au CET n'a plus aucune chance de pouvoir se retrouver au lycée, même au lycée technique, trois ans plus tard. Qui passe son Bac dans une section technique n'a que de faibles chances de pouvoir entrer à l'université, et même en IUT. Le Technique, c'est là où se retrouvent ceux qui ne peuvent pas aller ailleurs, les relégués de l'Education nationale.

Il n'est donc pas étonnant que l'enseignement y soit limité. Il vise surtout à rendre les élèves « utilisables » par un patron. C'est-à-dire que les élèves vont acquérir une qualification, mais aussi être mis en condition pour leur futur métier dans une ambiance « comme à l'usine ».

Les intérêts patronaux pèsent lourdement sur l'enseignement technique. Pas seulement parce qu'il y a

des milliers d'établissements techniques privés, CET annexés à des usines ou écoles privées de secrétariat. Pas seulement parce qu'il arrive que les élèves effectuent, au cours des travaux pratiques, des travaux de production, qui sont souvent commandés par des patrons au CET. Pas seulement parce que la formation scolaire comprend souvent des stages obligatoires en entreprise, rarement payés et toujours notés.

Mais aussi parce que l'ensemble du système éducatif reflète les lois de la société. Et cette influence prend dans le Technique une forme bien visible. Les patrons interviennent directement dans la formation des jeunes puisqu'ils participent aux conseils d'administration et aux jurys d'examen. C'est le seul domaine de l'Education nationale où cela se fait.



L'INÉGALITÉ DEVANT L'ÉCOLE

Prenons le cas des élèves de 14 ou 15 ans, répartis entre les classes de 4^e des CES et les classes de première année de CAP dans les CET. Dans les classes de 4^e, 28,4 % des élèves ont des parents qui sont cadres supérieurs ou moyens, patrons d'industrie et du commerce, ou exerçant des professions libérales. Les autres, soit 71,6 % des élèves, ont des parents employés, ouvriers ou agriculteurs.

En revanche, dans les classes de première année de CAP, il y a seulement 17,75 pour cent des élèves de la première catégorie contre 82,25 % d'élèves de la seconde catégorie.

Au niveau de la tranche d'âge des 16-17 ans, c'est-à-dire des jeunes qui sont soit en classe de Seconde des lycées, soit en première année de BEP, les chiffres sont les suivants :

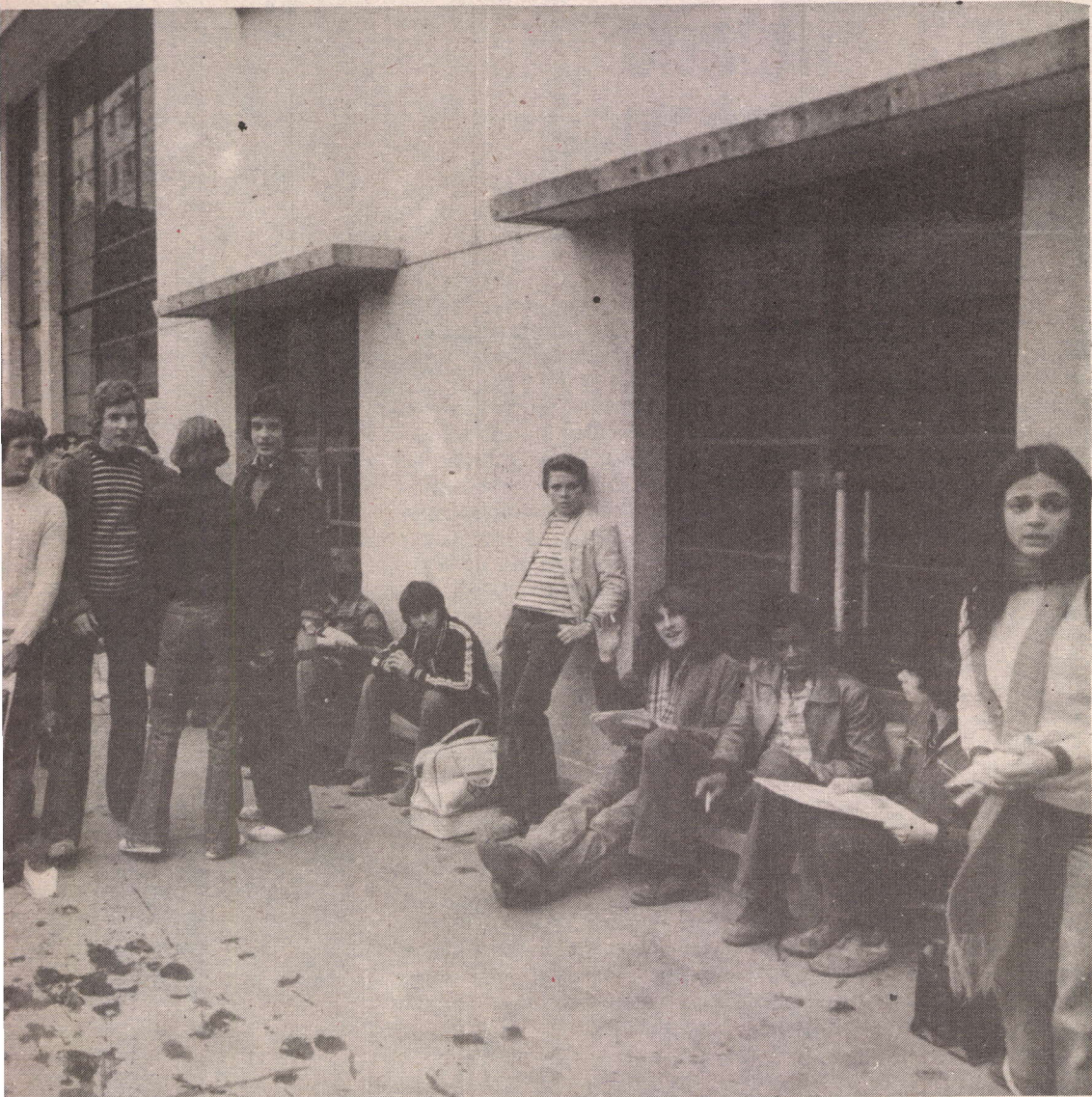
Catégorie sociale des parents	Pourcentage d'élèves qui en sont issus	
	au CET	au lycée
Cadres sup. et moyens, patrons ind. et comm., professions libérales	24,7	42,5
Employés, ouvriers, agriculteurs	75,3	57,5

D'autres chiffres expriment cette inégalité devant l'école. Par exemple, si les élèves boursiers de l'enseignement secondaire sont pour l'ensemble au nombre de 39 %, ce nombre atteint 47,8 % dans les CET.

Rien d'étonnant si ces dis-

criminations sociales frappent directement les enfants d'émigrés. S'ils constituent 5 % de la totalité des élèves au niveau du premier cycle, ils ne représentent plus que 2,2 % des élèves du second cycle long, mais 36 % des élèves de CPPN et CPA, et 12,5 % des élèves de CET.

INTERETS PATRONAUX



Les collégiens du CET Bourseul à Paris.

● Les CET abritent les sections du 2^e cycle court :

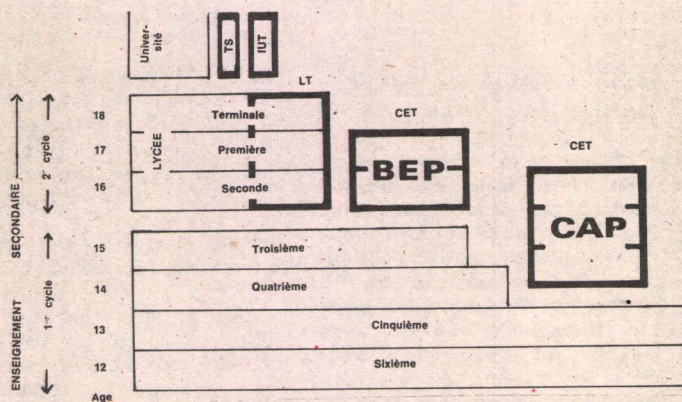
1) Préparation au CAP (Certificat d'Aptitude Professionnelle).

2) Préparation au BEP (Brevet d'Enseignement Professionnel).

● LT : lycées techniques. Ce sont les sections « technique » du 2^e cycle long.

● Sections TS (techniciens supérieurs).

● IUT : Instituts Universitaires de Technologie.



Les BEP : comment l'Éducation nationale innove

Les BEP sont un bon exemple de la manière empirique dont l'Éducation nationale se préoccupe de l'avenir des élèves et des choix à leur offrir. A partir de 1963, elle a dû envisager de résorber un trop-plein d'élèves important, à cause de la mise en application de la prolongation jusqu'à 16 ans de la scolarité obligatoire. Dans ce contexte, on créa une section technique : ce fut la naissance, en 1966, des

BEP (Brevet d'Enseignement Professionnel).

Leur programme, réalisé en deux ans et visant des élèves sortant de Troisième, était un peu plus large que celui des CAP, où la majorité des élèves viennent de Cinquième. Mais le diplôme obtenu est en fait très voisin du CAP. Les patrons emploient aux mêmes tâches, à peu près indifféremment, titulaires de BEP et titulaires de CAP.

Ils y ont sans doute trouvé leur compte : disposant d'une main-d'œuvre un peu plus polyvalente, ils peuvent, en fonction de leurs besoins, envisager de l'utiliser sur des postes où la technologie peut évoluer ou à des postes différents. Cela d'autant plus facilement qu'ils ne reconnaissent aucun BEP dans les Conventions collectives. Ils ne sont donc pas obligés de payer plus ceux qui l'ont obtenu !

"La volonté et les bras" leur suffisent

Extraits d'une lettre d'un patron de l'horticulture de la région grenobloise qui répond à une enquête sur les débouchés du brevet de technicien horticole.

« Nous préférons de beaucoup former nous-mêmes nos gens, et ce sont toujours les éléments les plus valables qui accèdent le plus rapidement aux fonctions de chef d'équipe, de cadre, même supérieur. (...) »

Tous ces gens qui nous arrivent vers 24, 25 ou 26 ans, c'est à cette époque qu'ils ont un brevet de technicien horticole et paysagiste, tous ces gens n'ont absolument plus envie de mettre la main à la pâte, à quelques rares exceptions près. (...) »

Nous sommes, mes collaborateurs et moi, tous contre le technicien qui se présente avec une valise pleine de documents, tous autant que nous sommes nous le prions instamment de vite fermer sa valise. Ce n'est pas ce qu'il y a dans sa valise qui comp-

te, c'est ce qu'il a dans sa petite cervelle et surtout dans sa volonté et dans ses bras ».

De toute façon même un « bon » technicien ne semble guère intéresser ce patron : « Aussi longtemps que je serai à la tête de mon entreprise, je n'envisage sous aucune forme d'employer un technicien d'où qu'il vienne... Ce sont des gens qui nous coûtent très cher pour un rendement minimum ».

Qu'attend-il alors des établissements techniques : « Je suis peut-être pessimiste, mais vos établissements, à mon avis, devraient tout simplement servir à compléter la formation de base théorique, ce qui pourrait se faire en un mois ou un mois et demi échelonné tout le long de l'année dans votre établissement. Et tout le reste du temps les élèves resteraient dans l'entreprise ».

Voilà un patron, P-DG de cinq sociétés horticoles, qui ne va pas par quatre chemins.

Les "bons points"...

Les élèves qui se trouvent dans les écoles patronales sont tout particulièrement « encadrés » et « dressés », afin qu'ils deviennent des ouvriers ne posant pas de problèmes... ou mieux, pour le tiers d'entre eux, des cadres de l'entreprise, bien conditionnés à « encadrer » et à « dresser » les travailleurs qui se trouveront sous leur autorité.

Pour cela l'organisation des études est telle que ces jeunes n'ont pas le temps de faire ouf ! Un exemple : l'école professionnelle de Neyrpic à Grenoble.

Les élèves rentrent à l'école à 14 ans et demi, dès la première

année ils font par jour 7 h 30 de travail scolaire et pratique, à partir de la seconde année, ils font 8 heures mini par jour.

Pour motiver les élèves aux études et au travail, l'école professionnelle patronale a redécouvert les vertus du « bon point ». En fonction de leur bonne volonté, et pas seulement en fonction de leurs compétences acquises, ils sont gratifiés de « points monnayables »... mais qu'ils ne pourront encaisser qu'à la fin de l'année. Un élève de première année peut espérer ainsi obtenir 900 F, en deuxième et troisième années, 1.200 F.

Anarchie de la production et anarchie de l'éducation

Le journal Le Monde du 30 décembre 1976 relatait un débat sur la formation professionnelle organisée à Grenoble entre des membres de l'assemblée régionale Rhône-Alpes, des industriels et des responsables de l'Éducation nationale.

Les industriels présents reprochaient à l'école de ne pas donner aux futurs ouvriers qualifiés un enseignement correspondant à leurs besoins en main-d'œuvre, selon les développements de la production. D'après eux, les CAP ne sont plus des diplômes qui correspondent aux besoins de l'économie d'aujourd'hui.

Bien sûr, l'Éducation nationale crée périodiquement de nouveaux CAP qui correspon-

dent plus ou moins aux nouvelles qualifications des ouvriers. D'ailleurs les industriels interviennent dans le cadre de diverses commissions pour l'élaboration de ces nouveaux CAP. Mais sur le nombre actuel de CAP différents, qui atteint 370, il y en a sans doute un certain nombre qui ne correspondent pas, ou qui ne correspondent plus aux besoins actuels des employeurs.

Mais à qui la faute ? Nous sommes dans un système qui n'a pour règle que l'anarchie, où les patrons et leur État sont incapables de prévoir l'évolution des productions, les besoins futurs. Comment alors espérer qu'ils soient capables de prévoir les nouveaux types de formation ?

dossier

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE



Les organisations politiques dans le Technique

Ceux du Technique

Créé à l'initiative des militants de Lutte Ouvrière au printemps 1973, ce mouvement se place sur le même programme politique. Ceux du Technique a été en 1973 le seul mouvement à défendre — et à réussir à imposer — le principe d'une organisation indépendante des CET au cours des mouvements de la jeunesse scolaire. Les adhérents sont regroupés en Comités Ceux du Technique sur les établissements scolaires ou sur les quartiers, là où ils sont des jeunes travailleurs, anciens ou pas de CET.

Ces Comités prennent évidemment en charge ce que l'on pourrait appeler les « intérêts immédiats » des élèves : brimades, absence de foyer, manque de professeurs et de matériel. Mais Ceux du Technique ne pense pas qu'on puisse s'en tenir là. La défense même de ces revendications nécessite de faire de la politique. Et les quatre dernières années l'ont prouvé : chaque fois qu'il y a un mouvement large et important dans le Technique, c'est contre le gouvernement qu'il a lieu. En 1973 contre Debré, en 1974 contre Royer et en 1975 contre Haby. Si ce ne sont pas les jeunes des CET et des lycées techniques, les jeunes travailleurs aussi qui font de la politique, qui mettent en cause tout le système, ses lois, ses préjugés, qui le fera ?

Ce mouvement édite un journal, *Ceux du Technique*, mensuel durant l'année scolaire, et vendu à plus de 2 000 exemplaires. Les récentes « Six heures de CDT », tenues le 12 février, ont réuni près de 200 collégiens et collégiennes de la région parisienne.

Coordination permanente des CET

Créée par les militants du Parti Communiste après le mou-

vement du printemps 1974. Le PC ne voulait pas laisser le champ libre aux révolutionnaires dans le Technique, où il avait jusqu'alors exercé son influence à travers les militants syndicaux CGT, du côté des professeurs, et à travers les élèves tournés vers les Jeunesses Communistes ou y adhérant, surtout dans les banlieues dites rouges.

Ce mouvement dit construire un syndicat de collégiens. Mais ce ne sont ni son activité, très réduite, ni ses effectifs (6 000 annoncés et certainement beaucoup moins en réalité), qui peuvent étayer cette prétention. Si un tel syndicat est possible, il n'a pas encore vu le jour. En attendant, la CP-CET diffuse un journal très irrégulièrement... et les idées du Parti Communiste.

Technique Rouge

Regroupe les militants et sympathisants de la Ligue Communiste Révolutionnaire dans le Technique. Le journal qui porte le même nom, paru en 1973 pour la première fois, sort plusieurs fois dans l'année. Au lendemain des récentes « Assises de la Coordination Permanente », nous apprenions par un article de *Rouge* que la LCR conseillait à ses militants du Technique d'entrer dans cette Coordination Permanente pour y « construire l'organisation syndicale qu'il faut aux collégiens ».

Cette orientation est d'abord une reculade de ces camarades devant les stalinien, que rien ne justifie : ni l'influence de la CP, ni sa ligne politique, ni les éventuelles possibilités qu'auraient les militants de Technique Rouge en y entrant. C'est en même temps un renoncement des camarades de la LCR à défendre leurs propres idées dans les CET.

LES ELEVES DU

Il y a quelque chose de changé dans le Technique

Le « Technique » n'est plus cette partie de l'Education nationale dont personne ne parle. Et si le sort de centaines de milliers de jeunes commence à être pris en compte et à faire partie de l'actualité, c'est avant tout aux luttes du Technique qu'on le doit.

Cette lutte est toute récente puisqu'il y aura quatre ans, cette année, que les CET et les lycées techniques ont connu leurs premiers ébranlements. C'est que les difficultés que rencontrent les élèves pour s'organiser ne manquent pas dans ces établissements et sont plus importantes que dans les lycées. L'encadrement y est plus pesant, les règles de discipline y sont plus strictes, le régime proche de celui de l'usine y fait sentir son frein. Et les élèves peuvent avoir l'impression, non seulement d'être des laissés-

pour-compte, mais d'être voués en permanence à l'échec, d'être ceux « qui n'arrivent à rien ».

Ces luttes sont-elles dirigées contre les directeurs, les intendants et les surveillants, contre les professeurs ? Pas spécialement. C'est à ceux-là de savoir s'ils se placent du côté des élèves ou pas. C'est leur intérêt même de le faire. Mais s'ils veulent jouer les flics ou les petits chefs, qu'ils ne s'étonnent pas de l'hostilité qu'ils encourront.

Non, les luttes du Technique mettent en cause plus que le comportement de tel ou tel. C'est l'organisation même de la société qui est contestée. Contre le mépris avec lequel la société traite les jeunes du Technique, pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, ces luttes ont une dimension politique.



Ce dont les élèves du Technique ne veulent plus

Des discriminations contre les filles

C'est tout le système qui réserve une sous-qualification particulièrement choquante aux filles. Pour elles, les formations d'« employées de collectivités », dont on sait que leurs titulaires seront employées comme femmes de service dans les hôpitaux par exemple. Pour elles, les métiers de la couture, dont les débouchés sont taris depuis bien longtemps.

Et quand il s'agit de métiers qui relèvent, paraît-il, des « dons naturels » de la femme, comme la cuisine, cette discrimination joue encore. Ainsi, le CET-pilote de Dardilly (banlieue de Lyon), qui se donne pour but de perpétuer la gastronomie lyonnaise, reçoit très peu de filles : 2 sur 26 élèves en CAP cuisine dans une section, 6 sur 117 dans l'autre.

L'Education nationale se soumet elle-même au conformisme borné des professionnels de la restauration.

Non à l'apprentissage de l'exploitation

Quant à l'apprentissage du métier proprement dit, c'est avant tout l'apprentissage de la vie d'usine, les horaires chargés, la discipline sévère, le racisme parfois, les professeurs d'ateliers qui trop souvent remplissent le même rôle que les chefs, quelquefois la fabrication en série. Ce peut être la participation — sans intérêt dans le cadre de la formation que les jeunes viennent chercher — à l'entretien ou à la construction des établissements. Deux exemples :

En sections employées de col-

lectivité, l'apprentissage professionnel pour les filles consiste à apprendre à laver par terre (en l'occurrence, elles assurent en partie l'entretien du CET, l'Education nationale fait ainsi des économies de personnel), à repasser, à faire un peu de cuisine, de couture, à servir. Trois ans de prétendue formation professionnelle pour se retrouver femme de ménage ou bonne à tout faire, on comprend alors pourquoi les collégiennes quittent le plus souvent le CET dès qu'elles ont 16 ans.

CET Echirrolles (Isère) :

Comment les élèves participent à la création du CET

Un ancien élève raconte : « Atelier Télécommunications :

Dans cet atelier, nous avons tout fait. Quand nous sommes arrivés, nous étions dans une grande salle vide. Nous avons monté les cloisons intérieures, nous les avons peintes, fixé les chemins de câbles, tirage de ceux-ci, monté nos tables, nos cabines et enfin une grosse partie de notre matériel de travail.

Dans cette section, nous étions conscients de nos conditions de travail. Les élèves étaient très mécontents. Pendant toute une année (sur 2 pour le BEP) nous n'avons pas touché un téléphone.

Aux examens, les résultats étaient les suivants : sur 10 élèves, 4 réussites.

A part cela, le directeur ne se gênait pas pour mobiliser des élèves de différentes sections pour des travaux person-

nels (ex. : installation d'étagères dans sa cave). »

Les élèves, ceux des CET en particulier, ont montré au cours de leurs luttes qu'ils étaient bien décidés à ne plus subir cette situation de laissés-pour-compte. Depuis 1973, ils ont arraché un certain nombre de revendications matérielles. On peut même dire que, dans ce domaine, les résultats obtenus par la lutte des élèves ont montré que celle-ci était plus efficace que celle, timorée et corporatiste, des syndicats enseignants.

Droit

C'est une revendication que l'on a vu apparaître sur les banderoles des manifestants du Technique à partir de 1974, lorsque les collégiens protestaient contre la loi Royer. Celle-ci remettait en cause la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

Tout le système social, les pressions de certains professeurs et parents, contribuent à forger chez certains une mentalité selon laquelle, ce qui compte, c'est le métier, et rien d'autre. Pourtant beaucoup de jeunes ressentent la nécessité d'avoir des connaissances plus étendues. Et cela dans tous les domaines : en français, dans les matières scientifiques et techniques.

Actuellement, ils sont bien loin de tout cela. Les horaires et le contenu de l'enseignement reflètent bien son « utilitarisme ».

Pour la préparation d'un CAP industriel, sur les 36 heures de

TECHNIQUE EN LUTTE



à la culture pour tous

cours, il y a 21 heures réservées à l'enseignement professionnel et seulement dix heures d'enseignement général et quatre heures (sur le papier !) d'éducation physique.

Les semaines à l'école sont très chargées, bien plus que pour la filière « classique » : semaines de 32 à 36 heures de cours. Une bonne partie étant constituée par les heures d'atelier. L'ensemble entraîne une grande fatigue et une plus faible disponibilité pour « encaisser » tout ce qui est dans les livres.

Sur ces 10 heures d'enseignement général qu'un élève de CAP, 4 seulement sont réservées à « l'expression française et connaissance du monde contemporain ». Cette formule recouvre à la fois l'orthographe, la grammaire, mais aussi l'histoire et la géographie. Cela signifie que le plus souvent l'enseignant essayait de partager

le temps entre l'orthographe nécessaire à l'obtention du CAP et de transmettre un minimum de culture à travers l'organisation de débats et d'exposés.

Ce minimum culturel est d'autant plus restreint qu'un certain nombre d'élèves rejettent ces matières, qui souvent ont été la cause de leur échec en CES. « En français, c'est là où on fait le chahut », telle est la réflexion que l'on rencontre assez souvent chez les collégiens. Ou : « Il faudrait qu'il y ait encore moins d'heures de français ». Et cette remarque de l'un d'eux : « Il faut au moins connaître l'orthographe, sinon comment fera-t-on pour écrire une demande d'embauche aux patrons ? », devrait réjouir le ministre Haby. C'est lui qui déclarait récemment : « Il faut non seulement savoir lire Tolstoï, mais encore savoir rédiger une lettre ». Heureux élèves de CET : ils ont réalisé à moitié le

programme fixé par leur ministre !

Les collégiens révolutionnaires doivent se battre pour le mot d'ordre : « Droit à la culture pour tous ! » et l'expliquer à ceux et à celles qui sont victimes de préjugés allant à l'encontre de leurs intérêts.

Il ne s'agit pas seulement de dénoncer la trop grande proportion d'heures d'atelier. Il s'agit pour la future classe ouvrière de réclamer le droit à une formation complète.

L'époque n'est plus tout à fait où les bourgeois affirmaient cyniquement : « Moins l'ouvrier en sait, mieux ça vaut ». Mais la réalité est la même. Les jeunes du Technique condamnent cette façon de voir. Ils savent que la culture est une arme dans le combat d'émancipation des travailleurs. Et ils sont bien décidés à utiliser de cette façon-là celle qu'on leur apporte.

Un mouvement de quatre printemps

C'est en 1973 que les collégiens sont pour la première fois apparus sur le devant de la scène. Lorsqu'en mars de cette année-là les lycéens sont descendus dans la rue pour protester contre la suppression des sursis décidée par la loi Debré, les collégiens ont participé au mouvement. Ils n'étaient pas concernés directement par les sursis : en sortant avec un diplôme technique, la majorité des élèves entraient dans la vie active et s'engageait plutôt à partir rapidement au service militaire. Mais ils en avaient assez, « ras-l'bol » selon l'expression répandue depuis cette époque, de leurs conditions de vie et d'étude. L'occasion leur était fournie, en emboitant le pas au mouvement lycéen, d'exprimer cette révolte.

De plus, aucun collégien ne trouvait spécialement réjouissant de subir pendant un an cette entreprise d'abrutissement organisé que représente le service militaire.

Aussi, dès les premières grèves et manifestations lycéennes, des CET et des lycées techniques se mirent en grève aussi et envoyèrent des représentants aux coordinations de lycéens.

Nous nous sommes donc, Lutte Ouvrière, posé le problème de savoir quels objectifs de lutte nous pouvions proposer aux futurs travailleurs que sont les élèves de CET. Une bataille sur des objectifs qui n'étaient pas les leurs et sans organisation propre ne pouvait que les démoraliser.

Les collégiens devaient s'organiser pour la lutte pour leurs propres revendications : liberté d'expression dans les CET ; à bas le CET-caserne ; 40 heures de cours par semaine, c'est trop ; etc.

En ce qui concerne le problème des sursis, nous avons proposé un mot d'ordre qui puisse unifier toute la jeunesse et qui ne touchait pas uniquement la couche la plus favorisée de celle-ci. Ce mot d'ordre était : suppression du service militaire et son remplacement par l'apprentissage des armes sur le lieu de travail ou le quartier.

De tels mots d'ordre ont rencontré un écho très favorable parmi les collégiens, qui ont alors vu la nécessité de se donner leur propre structure de lutte. Parallèlement aux coordinations des lycéens en lutte vont apparaître

les coordinations du Technique. Car pour que les revendications des collégiens puissent être mises en avant, ils devaient se doter d'une organisation indépendante, reflet direct des préoccupations et de la combativité des élèves du Technique.

Ainsi, pour la première fois, les élèves du Technique — principalement les collégiens — ont manifesté sous leurs propres banderoles et avec leurs mots d'ordre, avec ou sans les lycéens.

Et cela, malgré l'hostilité de nombreux étudiants et lycéens, qui entendaient être seuls à la tête du mouvement contre la loi Debré et uniquement sur le mot d'ordre « rétablissement des sursis ».

Ils étaient en cela encouragés par les autres organisations, telle la JC, mais aussi la LCR et Révolution I, qui étaient hostiles à l'organisation indépendante des collégiens.

Depuis 1973, chaque fois que les étudiants ou les lycéens se sont battus, les collégiens sont entrés en lutte à leurs côtés :

— En 1974, les lycéens se battaient contre la réforme Fontanet et les collégiens contre la loi Royer, qui voulait généraliser l'apprentissage et, par un biais détourné, revenir sur la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

— En 1975, c'est contre la réforme Haby que collégiens, étudiants et lycéens se sont battus, mais les collégiens avaient aussi leurs propres revendications.

— Le printemps 1976 fut surtout marqué par la lutte des étudiants contre la réforme de l'université. Mais dans certaines régions, les collégiens se mirent à nouveau en grève sur leurs revendications.

Si, au cours de ces luttes, les collégiens n'avaient pas lutté pour leurs propres intérêts, on n'aurait sans doute jamais entendu parler du Technique. Personne n'en parlait avant 1973 et pourtant c'est bien avant cette date que les problèmes se posaient dans le Technique.

Les luttes des quatre dernières années ont amené des centaines de milliers de jeunes à se mobiliser, à faire leur expérience. Ils ont prouvé qu'ils savaient se battre quand des militants étaient là pour leur offrir des perspectives.



dossier

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Les révolutionnaires

et le Technique

Les jalons posés par la Russie Soviétique

La classe ouvrière au pouvoir, après Octobre 1917 en Russie, allait poser les jalons d'une fusion véritable de l'enseignement professionnel et de l'enseignement général, dans le sens indiqué par Marx d'une éducation polyvalente, seule capable de créer des hommes accomplis.

Les projets des Bolcheviks :

Lénine insistait en permanence sur cette idée. Ceci était pour lui non seulement la garantie que cette instruction était équilibrée, mais une des conditions pour que la Russie relève rapidement son niveau culturel. A travers ce relèvement, les Bolcheviks visaient d'abord un développement de l'économie, mais surtout une meilleure organisation de celle-ci, qui ne pouvait se faire sans une large participation des producteurs eux-mêmes. A la fin de 1922, Lénine écrivait : « Auparavant, nous placions le centre de gravité, et nous devions le placer, dans la lutte politique, dans la conquête du pouvoir, tandis que maintenant le centre de gravité est transporté dans le travail d'organisation paisible et culturel ».

Ces principes furent fixés dans le premier décret organisant l'instruction publique de façon précise, pris le 16 octobre 1918. L'article 12 indique : « Le fondement de la vie scolaire doit être le travail productif, non pas conçu en tant qu'au service de la conservation matérielle de l'école ou en tant que méthode d'enseignement, mais en tant qu'activité productive et socialement nécessaire. Il doit être lié étroitement et de manière organique à l'enseignement et se doit de saisir scientifiquement la réalité extérieure dans sa totalité ».

Les réalisations

Le fonctionnement de l'école soviétique des premières années de l'Etat ouvrier n'a pas pu correspondre à ces principes. C'est que les Bolcheviks rencontrèrent des difficultés énormes. En plus de la guerre civile, de la nécessité pour la population de se préoccuper d'abord de survivre et de se nourrir, de la pauvreté générale du pays, même longtemps après la fin de la guerre civile, en plus de l'analphabétisme, les Bolcheviks durent affronter le sabotage

du corps enseignant, qui resta opposé pendant des années aux mesures prises par le gouvernement ouvrier.

Si l'on en juge par des chiffres avancés en 1928 par un responsable du commissariat du peuple à l'Instruction publique, la séparation entre les enseignements général et professionnel n'a pas disparu. Et, trois ans après, N. Kroupskaïa signalait : « Il faut se rendre compte que, sur la voie de la polytechnisation, on n'a fait que les premiers pas et que nous n'avons pas vraiment d'école polytechnique ».

Des conceptions nouvelles

Les pédagogues communistes essaient de préciser les contours de cette école du travail qu'ils ont, pour la première fois dans l'histoire, la possibilité de bâtir.

Ils veulent en faire un système à travers lequel les jeunes participeront pleinement à « l'actualité vivante », c'est-à-dire non seulement à la production, mais aussi à la vie sociale. Ces écoles élargiront leur influence et joueront leur rôle d'avant-garde, par exemple en créant des bibliothèques, des cours du soir pour les ouvriers.

Quant à l'apprentissage de la production, il s'agit bien de la production de l'époque. L'école reste séparée de l'usine, mais une partie du temps des élèves est consacrée à un travail socialement utile, si possible dans l'industrie. Car ces pédagogues ne veulent pas créer des sortes de petites communautés primitives, où les enfants réapprendraient tout, pas plus qu'ils ne veulent que les jeunes apprennent un seul métier.

Pour eux, le passage à l'usine, c'est d'abord la possibilité d'élargir ses connaissances, sa culture, à la fois comme théorie et pratique. C'est aussi la participation à la vie sociale réelle, à la direction du pays par la classe ouvrière. Un travail seulement « matériel » est « anémié, privé de sa



base idéologique ». Ils font donc largement confiance aux capacités d'enthousiasme et aussi de réflexion des jeunes. Il s'agit pour eux de les pousser de l'avant, à tous les points de vue.

Certes, il faut peut-être tenir compte, en examinant ces conceptions, de ce que ces novateurs

étaient poussés ou influencés par les nécessités de l'heure : relever à tout prix la production. Mais elles nous indiquent que, après la Révolution, les possibilités de transformer l'éducation seront nombreuses et que tout un bouillonnement d'idées et d'expériences vivantes nous attend.

Les objectifs des révolutionnaires

L'avenir que les socialistes révolutionnaires veulent construire ne connaîtra plus d'enseignement technique en tant que tel. Débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, le socialisme sera en même temps débarrassé des phénomènes qui l'accompagnent. En particulier il n'y aura pas d'un côté des travailleurs manuels à vie, de l'autre des intellectuels à vie. Mais les membres de la collectivité socialiste seront des hommes et des femmes complets, participant à toutes les activités de la société, qu'il s'agisse des tâches matérielles, qu'il s'agisse des tâches d'organisation, ou qu'il s'agisse du maintien et du développement de l'acquis culturel, commun alors à toute la population. Il ne sera donc pas question de maintenir une forme quelconque d'enseignement unilatéral.

C'est cette perspective socialiste qui guide les militants révolutionnaires dans le Technique, qu'il s'agisse des professeurs ou des élèves. Face à un enseignement qui est limité de toutes les manières possibles, l'objectif des révolutionnaires est de soutenir et d'impulser les revendications et les luttes qui visent à dépasser ces limites.

Les militants révolutionnaires doivent faire en sorte d'aider les élèves à faire respecter leurs droits, leur dignité, contre la bêtise ou la hargne d'une partie de l'encadrement, contre les règlements ou contre les projets de l'Etat lui-même.

Les militants révolutionnaires doivent œuvrer à l'organisation collective de ces mouvements. Que ceux et celles qui sont à l'école ensemble apprennent à lutter ensemble, qu'ils apprennent à ne compter que sur eux-mêmes. Cela pour faire mieux que leurs aînés, pour que la classe ouvrière de demain soit indépendante politiquement et non pas réduite à s'en remettre à des bureaucrates incontrôlés.

Enfin les militants doivent soutenir tout ce qui permet un élargissement de la culture générale et politique des élèves, et des professeurs aussi d'ailleurs. Que des dizaines de milliers de jeunes... et de moins jeunes comprennent mieux la société dans laquelle ils vivent est un gage positif pour l'avenir.

Si nous nous fixons ces objectifs, ce n'est certes pas pour changer l'enseignement technique. Dans cette société, dominée par le profit, l'enseignement n'est pas un monde isolé, que l'on peut bouleverser et rendre harmonieux en y portant tous nos efforts. Le Technique, pas plus que l'enseignement en général, ne peut être bouleversé sans un changement de société.

C'est justement ce changement de société que les luttes actuelles dans le Technique peuvent contribuer à préparer. A travers elles, les futurs travailleurs se préparent à faire leur politique. Cet apprentissage-là vaut la peine : c'est l'apprentissage de leur avenir de travailleurs conscients.

Sécurité sociale :

Une maladie nommée capitalisme

La présentation du rapport annuel de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) a relancé le débat sur la Sécurité sociale. Ou plutôt elle a relancé les attaques de la droite contre le droit à la santé. Depuis plusieurs mois, tout se passe comme si on voulait préparer l'opinion à une réduction des prestations sociales dans le domaine de la santé. Tout est bon : il ne se passe pas de semaine sans qu'un rapport, des chiffres ou des « révélations » officielles ne viennent expliquer que nous tombons trop souvent malades, que nous consommons trop de médicaments.

C'est ce qu'exprimait Le Figaro du 7 mars en écrivant : « La Sécurité sociale est malade. Malade de l'augmentation vertigineuse de la consommation médicale ». Bien sûr, il ne vient pas à l'idée de ce journal de préciser que l'Etat se décharge sur la Sécurité sociale de dépenses énormes qui devraient lui incomber (notamment en matière d'enseignement médical, de constructions d'hôpitaux).

Tout ce beau monde, soudainement inquiet pour la Sécurité sociale, devrait pourtant se réjouir du fait que les chiffres montrent

une progression des dépenses médicales de l'ordre de 14 % par an. Car qu'est-ce que cela signifie, sinon que les plus défavorisés peuvent enfin se soigner ? Car, tout de même, c'est bien pour cela que la Sécurité sociale a été créée.

Seulement voilà, on nous jette des comparaisons à la figure. D'après le rapport cité, « ce sont les revenus les plus bas qui consomment le plus (606 F par an) et les revenus les plus élevés (au-delà de 60.000 F par an) qui consomment le moins (478 F par an) ». La belle affaire ! Et oui, les travailleurs sont plus souvent malades (et plus gravement que leur patron), leur espérance de vie est moindre que celle des rentiers (et les plus pauvres sont ceux qui bénéficient le moins longtemps, hélas, de la Sécurité sociale !).

Le rapport de l'IGAS a beau jeu de constater que, plus le revenu est élevé, plus les dépenses en pharmacie sont élevées, tandis que les dépenses en arrêts de travail et hospitalisation sont le fait des moins fortunés. Ce n'est pas seulement — ni principalement — une affaire d'éducation, comme on voudrait

nous le faire croire.

Si ces chiffres prouvent quelque chose, c'est que chez les pauvres on consulte peu le médecin (et moins encore le spécialiste), sauf lorsqu'on est malade (et encore !). Par contre, on est plus souvent malade et forcé de s'arrêter. Car il est plus facile d'aller à son travail malade lorsqu'on dispose d'une secrétaire pour vous préparer des grogs, que lorsqu'on est OS sur chaîne. De la même façon, il est plus facile de se faire soigner à domicile quand on peut se payer une garde-malade. Mais ce n'est pas le cas dans la classe ouvrière. Reste alors l'hôpital, qui n'est pas seulement un centre de haute technicité médicale, mais qui est encore le garde-malade des pauvres.

Dire, comme Le Figaro, que le budget santé de la nation vient de dépasser celui de l'Etat ne prouve pas que nous dépensons trop pour notre santé. Cela montre simplement que la santé est un bien coûteux dans notre société. Mais ce n'est pas pour cela que les travailleurs ne doivent pas y avoir droit.

Pierre LAFFITTE.



On reproche aux travailleurs de trop « consommer de médicaments ». Veut-on préparer l'opinion à une réduction des prestations sociales ?

Avortement :

L'hypocrisie !

Cinq des six militants du MLAC qui passaient en procès en correctionnelle à Aix-en-Provence, le 10 mars, ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis, la dernière à un mois avec sursis. Elles étaient accusées d'avoir pratiqué un avortement sur une jeune fille de 17 ans et demi, dont les parents ont porté plainte par la suite.

Ce sont là des condamnations surtout symboliques, puisqu'elles sont assorties du sursis. Mais elles n'en sont pas moins scandaleuses.

Car l'avortement a beau être autorisé depuis maintenant deux ans, une série de lois limitatives et réactionnaires n'en restent pas moins en vigueur, comme celle

qui permet le procès d'Aix.

Et la liberté d'avorter librement, si elle représente une victoire pour les femmes qui ont lutté des années pour obtenir le droit de disposer elles-mêmes de leur propre corps, est limitée. Non seulement par la loi elle-même et par le non-remboursement par la Sécurité sociale, mais en plus parce que les hôpitaux, déjà mal équipés, au personnel peu nombreux, au bord de l'asphyxie, ne sont pas souvent capables d'accueillir les femmes qui veulent se faire avorter.

Selon une enquête du Planning familial, en 1975, seulement 45.085 avortements ont eu lieu légalement dans le pays... alors que, selon les mêmes sources, 800.000

avortements continuent à se pratiquer en France par an !

C'est-à-dire que la plupart des avortements continuent, comme par le passé, à se faire en dehors des pratiques légales.

Ce qui signifie que beaucoup de femmes n'ont pas, malgré la loi, la possibilité de se faire avorter dans les hôpitaux !

Alors, le procès d'Aix-en-Provence montre une fois de plus l'hypocrisie de ce gouvernement qui promulgue des lois sous la pression du mécontentement, mais qui se contente de demi-mesures, parce qu'il est plus facile de faire une loi que de dégager les crédits nécessaires à son application.

Anne SEVILLE.



Les femmes ont arraché la légalisation de l'avortement, mais le gouvernement refuse de dégager les crédits nécessaires.

Lille :

Le double scandale des crèches

Avec un million d'habitants, l'agglomération Lille - Roubaix - Tourcoing est l'une des régions urbanisées les plus démunies du pays sur le plan des crèches. A Lille même, selon un assistant social de l'Action sanitaire et sociale, il y aurait moins de... cent places en tout.

Les exemples parlent d'eux-mêmes. Le Centre Hospitalier Régional, qui emploie 5.000 personnes (dont une immense majorité de femmes), n'a pas de crèche. Il y en a bien une de prévue (pour quand ?) mais avec... soixante places ! Quant aux Chèques Postaux, où travaillent 1.500 employés, ils ne disposent que de dix places réservées dans une crèche voisine.

Dans toute la région, pour les femmes qui travaillent, c'est donc une quête permanente de nourrices bénévoles ou payantes.

Pour comble, l'administration a pris récemment une mesure scandaleuse à l'encontre de celles qui ont recours à des nourrices.

L'URSSAF vient d'envoyer 90.000 lettres, dans lesquelles elle prévient les mères qui ont recours à des nourrices qu'elles doivent des cotisations au même titre que n'importe quel employeur. Des enquêtes ont eu lieu chez les nourrices, dans les familles, chez les voisins ; enquêtes qui ont abouti à dresser une liste des « employeuses » qui devraient des cotisations en retard. L'URSSAF a d'ailleurs commencé à faire parvenir les factures, dont certaines se montent à 1.800, voire 3.000 F.

Pour les « employeuses », cela a été la stupeur. Pensez donc, quand on gagne à peine plus que le SMIC (dans la région, c'est très fréquent), comment sortir

une telle somme d'un budget ? Lorsque l'on téléphone à l'URSSAF, on vous répond cyniquement que c'est la loi, que l'URSSAF peut même réclamer des cotisations d'il y a cinq ans et que des amendes tomberont en cas de non-paiement.

En attendant, les fameuses lettres et factures commencent à se multiplier dans les entreprises à main-d'œuvre essentiellement féminine. Aux Chèques Postaux, où des employées ont commencé à se mobiliser contre ce scandale, elles ont dénombré près de deux cents femmes concernées. On ne peut qu'espérer que la chose s'étendra et que le scandale éclatera au grand jour. Car il n'est plus possible que la situation continue ainsi dans notre région.

Correspondant LO

CHR D'ANGERS :

Des vieillards abandonnés à eux-mêmes

Dans le service Thibaut, 45 vieillards restent seuls chaque nuit, pendant que la veilleuse va aider sa collègue de Saint-Jacques (service voisin). Et vice versa.

Sous prétexte de la fermeture de quelques lits à Saint-Jacques, la direction a en effet supprimé une veilleuse sur les deux qui y travaillaient auparavant.

Or, pour changer les vieillards de position, pour changer leur linge, il faut être à deux ! Les vieillards sont donc changés moins souvent, parfois même seulement le matin. C'est le cas chaque fois que le service Saint-Jacques héberge des femmes de la maternité. Ces nuits-là, la veilleuse

a pour consigne de ne pas s'absenter du service : ce que la direction ose envers les vieux sans défense, elle a peur de le faire pour les femmes qui, elles, ont les moyens de dénoncer une telle situation ! Comme la veilleuse de la maternité n'arrive en renfort que vers 3 heures, les vieux de Thibaut ne sont changés que le matin !

Les vieillards sont laissés sans surveillance, sans possibilité d'appeler. Certains sont paralysés, d'autres risquent de se lever, de tomber, de faire un malaise. Mais, pour la direction, une seule chose compte : cela ne se saura pas. La plupart des vieillards n'ont plus de famille !

CITROËN CONDAMNÉ

Le tribunal d'instance d'Aulnay-sous-Bois vient d'annuler les élections de délégués du personnel de l'usine Citroën.

Ainsi pour la deuxième fois depuis que cette usine est construite, il y a quatre ans environ, des élections professionnelles y sont annulées.

De nouveau, malgré les menaces et les risques de répression, des travailleurs sont venus témoigner des méthodes employées par la direction pour que son syndicat — la

CFT — obtienne de l'ordre de 90 % des voix.

Ils ont raconté comment les agents de secteurs, qui représentent la direction du personnel dans chaque secteur de l'entreprise, font agresser par des hommes de main les délégués qui distribuent aux portes de l'usine.

Ils ont expliqué comment la direction convoque chaque travailleur individuellement pour le confronter aux agents de secteur, interprètes, membres de l'encadrement. Com-

ment elle lui interdit d'aller voter lorsqu'il est soupçonné d'avoir des idées non conformes à l'esprit Citroën.

Depuis ce jugement, Citroën déverse sa hargne sur les travailleurs qui sont venus témoigner. A coups de brimades et de sanctions, la direction essaye de les écarter et de leur faire prendre leur compte.

Mais de nombreux travailleurs sont heureux de voir de nouveau Citroën condamné. Correspondant LO.

CEM (LE BOURGET) :

Les trouble-fête

Il était une fois, à la CEM du Bourget, une Commission jeunes CGT qui se réunissait régulièrement, organisait des sorties, des débats, faisait des expositions, allait au spectacle et regroupait ainsi une quinzaine de jeunes. Cette Commission, ouverte à tous, respectait les idées de chacun et décidait démocratiquement des activités futures.

Un bal de soutien, chaque année, permettait aux jeunes de financer leurs activités et de soutenir ceux d'entre eux qui étaient au service militaire.

Aucun problème ne se posait quant aux idées politiques de chacun... jusqu'au jour où certains dirigeants du syndicat mirent leur nez dans la Commission pour faire la chasse aux sorcières. Chose intolérable pour les vieux bureaucrates qui dirigent le syndicat : il y avait parmi les responsables des jeunes aux idées révolutionnaires. Alors, il n'était plus question pour les stalinien, qui prétendent monopoliser la CGT, de laisser les jeunes de l'usine sortir et fréquenter des individus aux idées aussi dangereuses pour eux. Dissolution de la Commission, mise sur pied d'une nouvelle Commission, pressions et menaces sur les jeunes pour obtenir de l'argent de la caisse, arrachage des affichettes annonçant les sorties, telles furent les mesures « démocratiques » appliquées par les responsables du syndicat contre cette Commission.



Il y a de quoi rire ! Faut-il maintenant, quand on est dans une Commission jeunes CGT, avoir l'autorisation de Ségué et de Marchais pour pouvoir sortir ensemble et aller au spectacle ? Dégoûtés du syndicat par

de telles méthodes, certains jeunes n'ont pas repris leur carte CGT. Mais la Commission n'est pas morte pour autant : depuis quelques jours on a pu voir quelques affichettes fleurir sous le nom de « groupe jeunes CEM ».

SAINT-JOSEPH (BORDEAUX) :

La police au service des patrons

A Bordeaux, la police est intervenue contre des travailleurs de l'usine de tricots de Saint-Joseph occupant les locaux pour protester contre la fermeture.

Le tribunal de Bordeaux avait autorisé l'évacuation des stocks aux mains des grévistes. Immédiatement, une première tentative était faite pour

les enlever. Et samedi 26 février, les forces de police étaient présentes pour faire sortir les stocks de l'usine.

Lundi 28, les syndicats CGT et CFDT appelaient à un rassemblement de protestation en fin d'après-midi. Un millier de personnes se sont retrouvées devant la préfecture abondamment entourée de

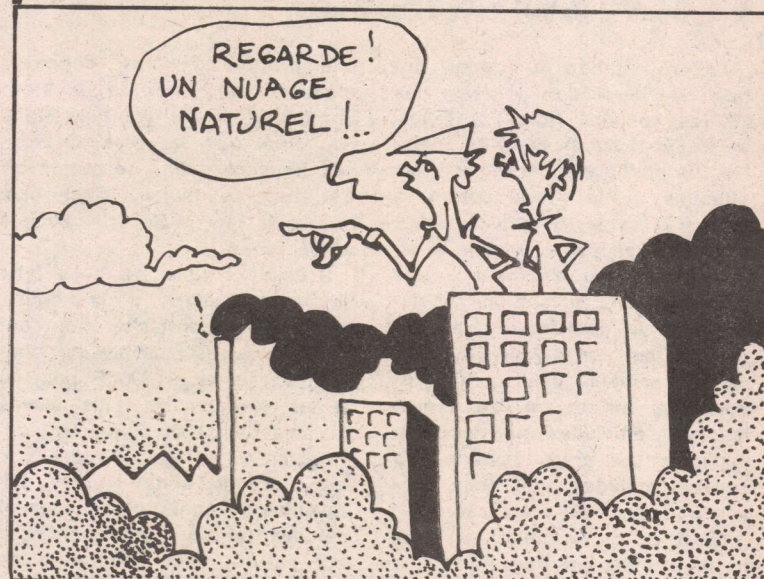
gardes mobiles. Devant la permanence électorale de Chaban-Delmas où son sourire optimiste s'étale complaisamment sur ses affiches, les slogans fusaient.

L'avenir heureux promis par le maire a un goût de chômage de plus en plus amer.

Correspondant LO

A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (NANTERRE) :

Patrons, profits, pollution



Dans le cadre de sa politique de décentralisation, la direction de la Caisse d'Allocations Familiales de la Région Parisienne a implanté une « unité de gestion » à Nanterre. Et à cette occasion, elle s'est bien gardée de parler au personnel qui devait y travailler du cadre dans lequel se trouvaient les nouveaux bureaux. Et pour cause... ces bureaux ont été construits juste à côté d'une cimenterie. Cette usine émet une continue poussière de ciment, qui est tellement dense que l'on ressent une gêne respiratoire.

Tout aux alentours est recouvert d'une pellicule de poussière qui se dépose sur le sol, et au moment de partir, les employés sont obligés de nettoyer la carrosserie et les vitres de leur voiture.

On peut dire que le comportement des dirigeants de la cimenterie et de la CAF est tout bonnement criminel. Car cette poussière que l'on racle sur les vitres, s'infiltre et s'incruste dans nos poumons, et les dégâts qu'elle y occasionne sont bien réels, même si on ne les voit pas !

BERLIET (LYON - VENISSIEUX) :

Le temps de vivre

A la mi-février, la direction annonçait cinq nouveaux jours chômés en avril. Quelques jours plus tard, le 25 février, à l'occasion d'une réunion avec les syndicats, elle annonçait toute une série de mesures destinées à faire accepter ces nouveaux jours chômés : mesures destinées à faire accepter ces nouveaux jours chômés, une série de congés supplémentaires d'ancienneté.

Ainsi, alors qu'il fallait attendre dix ans de présence pour bénéficier d'un jour de congé en plus, c'est maintenant deux jours qui sont accordés à partir de deux ans d'ancienneté pour atteindre cinq jours à quinze ans et plus.

Parmi l'ensemble des mesures annoncées par la direction, c'est incontestablement celle qui a eu le plus d'importance et a été la

mieux accueillie par les travailleurs.

Et ces quelques jours de liberté en plus dont nous allons pouvoir bénéficier, nous les avons ressentis tous comme un immense besoin. Un besoin de faire autre chose que passer notre vie à l'usine, un besoin de nous retrouver enfin, même si ce n'est que quelques jours, à vivre pour nous-mêmes et pas pour un patron, à nous reposer, à libérer notre esprit et notre corps de cette usine qui nous emprisonne et prend le meilleur de notre vie.

C'est si vrai que tous les jours de chômage technique ont été accueillis comme des congés bienvenus, même si cela devait se solder par une amputation sur la paye.

TRAILOR (LUNEVILLE) :

Coup de colère contre l'austérité

A Trailor, depuis plusieurs mois, toutes les revendications étaient systématiquement rejetées par la direction, encouragées sans doute par les consignes de fermeté de Barre.

Et depuis décembre, dans l'atelier des Métaux, de nombreux camarades voyaient leur prime de boni diminuer.

A la prime de février, ce sont trente travailleurs qui n'avaient pas de boni. Cela fait près de 200 F de moins sur la paye. Cela a provoqué la colère. En plus le mépris de la direction qui a refusé mardi 3 mars de recevoir une délégation des Métaux a déclenché la grève dans l'atelier. Rapidement, les uns après les autres, les ateliers de l'usine se

sont joints à la grève, par solidarité avec les Métaux et aussi parce qu'on en a assez de l'austérité, des prix qui montent pendant que les salaires sont bloqués. Nos revendications : les 200 F pour tous, la garantie du boni.

Mardi matin, nous sommes allés à 700 à la préfecture ; après nous avons défilé dans les ateliers. On n'avait pas vu cela depuis 1968 ! Jusqu'à présent, c'est tout ce que la CGT a organisé.

L'ambiance est bonne. Et tous les jours, les grévistes viennent dans l'usine. On joue aux cartes, au foot, on discute. Cela change de l'ambiance habituelle !

Correspondant LO.

SNCF : UN MORT

AU TRIAGE DE BERCY



Le vendredi 18 février, le jeune cheminot Patrick Bonnet âgé de 22 ans, a trouvé une mort affreuse dans le triage de Bercy, près de la gare de Lyon. Il faisait encore nuit lorsqu'il travaillait à atteler des wagons qui formaient un train de marchandises. Le travail consiste à entrer dans l'attelage lorsqu'un wagon est immobilisé au contact d'un train en formation, pour accrocher les « chappes ». Le travail d'attelage se fait seul.

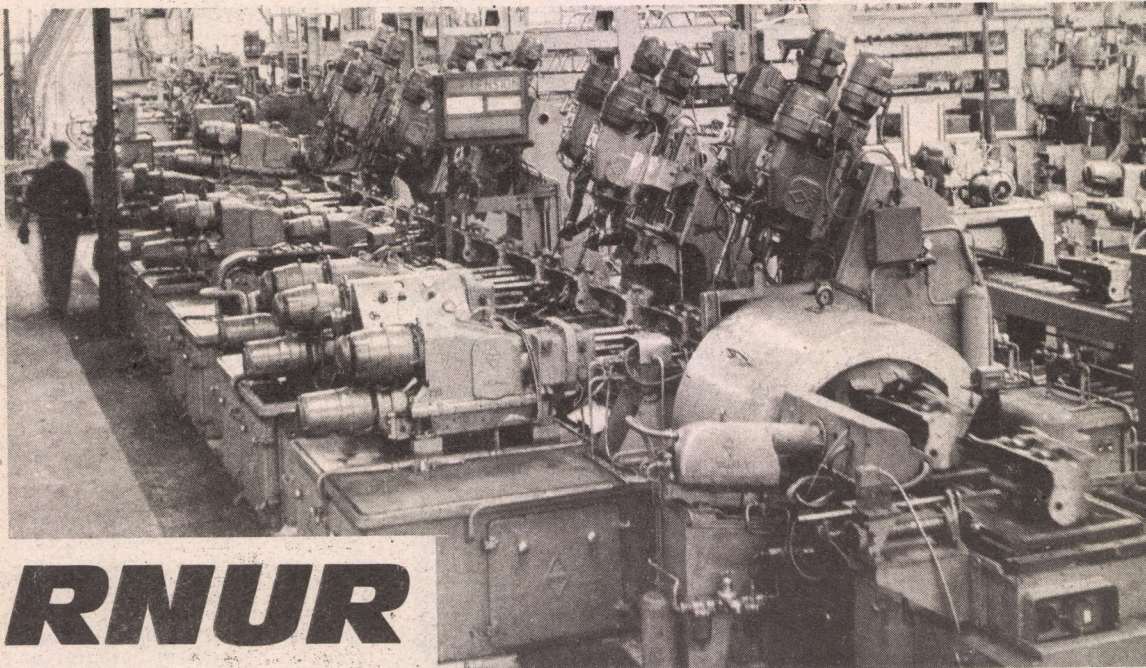
Comme il tardait à revenir et que la rame repartait avec sa lanterne allumée posée sur un

marchepied, ses camarades sont allés à sa recherche. Ils l'ont retrouvé agonisant sur le rail. Personne n'a assisté à l'accident, mais on peut supposer qu'il a été coincé entre deux tampons car il avait la poitrine défoncée. C'est là un accident fréquent, qui peut se produire lorsque l'attelage passe devant un wagon en mouvement au lieu d'attendre qu'il soit immobilisé. Evidemment, dans ces cas-là, la SNCF se permet de brandir son règlement de sécurité, de dénoncer la faute de l'agent. Seulement c'est une belle hypocrisie, parce que la SNCF

sait très bien que, si beaucoup de cheminots qui travaillent à la manœuvre ne respectent pas la sécurité, c'est pour finir plus vite. Et la direction préfère fermer les yeux, parce qu'elle sait que bien des trains ne pourraient pas partir à l'heure, faute de personnel, si la sécurité était respectée.

Et c'est ainsi que tous les jours des milliers de cheminots risquent leur vie dans les triages et qu'il arrive qu'on meure à vingt-deux ans pour les sordides économies du chemin de fer.

Correspondant LO.



RNUR

BILLANCOURT - DEPARTEMENT 14

Encore un accident

Mercredi 2 mars, au Département 14, un accident grave a eu lieu aux carters. Un travailleur a eu la main prise dans un transfert. Il a fallu 20 minutes pour le dégager, 20 minutes sans recevoir les premiers soins nécessaires. Le secteur est un véritable fouillis. Pour circuler, il faut « slalomer », se baisser, se cramponner, et surtout ne pas laisser ses mains n'importe où, vu les points de cisaillement non protégés sur le transfert. De plus, notre camarade n'a pu être transporté sur un brancard ; c'est à bout de bras que les pompiers l'ont passé sur une passerelle. Il a dû être hospitalisé tout de suite et subir une opération. On essaie de lui sauver la main.

C'est un scandale. Ce n'est pas

la première fois que des accidents de ce type arrivent dans cet atelier. Il y a six mois, à la demande d'un délégué hygiène et sécurité, une visite de l'atelier a eu lieu, avec les responsables du département ainsi que l'inspecteur du travail. Il avait été signalé le manque d'espace minimum et tous les risques que cela engendrait. L'inspecteur ainsi que la direction s'étaient contentés de dire : « Il faudrait tout raser et reconstruire dans les normes. Il y a plus de vingt-cinq ans que cela a été installé et, à l'époque, on ne prévoyait pas la sécurité ». En tout cas, ils portent l'entière responsabilité des accidents.

S'il faut raser l'atelier pour assurer la sécurité, eh bien ! qu'ils le rasent, nous ne voulons plus

risquer de perdre un de nos membres ou notre vie.

Les travailleurs de l'atelier ont aussitôt cessé le travail pour protester contre ces conditions de travail dignes du XIX^e siècle, pour exiger l'intervention des gens compétents tout de suite, afin de donner les premiers soins nécessaires si besoin est, pour exiger que les passerelles soient conformes et suffisamment larges pour permettre l'accès d'un brancard. C'est de notre vie qu'il retourne. Un meeting d'information a eu lieu dans le département. Il a regroupé 200 travailleurs indignés. Une délégation de travailleurs est allée protester auprès des responsables du département.

Correspondant LO

GENERAL MOTORS

La direction licencie les malades et les accidentés

La General Motors de Gennevilliers compte 3.200 ouvriers, dont une majorité de femmes. On y fabrique des pièces détachées pour automobiles.

La direction vient de licencier trois travailleurs qui étaient soit en arrêt maladie, soit en accident du travail.

Elle justifie ces licenciements en s'appuyant sur un article de la convention collective de la métallurgie parisienne, obtenu à la suite d'un accord signé le 21 janvier 1976 entre le patronat parisien et les syndicats FO, CGC et CFT.

Cet article stipule à la fois que la maladie et l'accident ne constituent pas une rupture de con-

trat de la part du travailleur mais que, s'il est nécessaire de remplacer le travailleur malade ou accidenté, il sera fait « notification du remplacement » au travailleur intéressé. Ce qui équivaut à un licenciement !

La direction prétend ainsi lutter contre l'absentéisme. Mais là, elle fait preuve d'un cynisme éhonté : l'une des camarades licenciées était en accident du travail parce qu'il y a plusieurs mois elle avait été renversée par un clark et touchée à plusieurs endroits à la colonne vertébrale. C'est la direction qui a handicapé notre camarade et, maintenant, elle l'envoie froidement rejoindre le million et demi de chômeurs...

TRI POSTAL - CRETEIL

La direction licencie

Au centre de tri de Créteil, l'administration décidait de licencier un auxiliaire pour le 1^{er} mars. Le prétexte invoqué était la condamnation à quatre mois de prison avec sursis infligée dernièrement par le Tribunal Permanent des Forces Armées de Paris, où il était accusé d'un vol de treillis au cours de son service militaire... en 1974. De plus l'administration, considérant cela comme une faute grave lui supprimait le préavis de deux mois auquel il avait droit. Elle espérait sans doute que son sale coup, fait avec rapidité, resterait sans riposte.

Pourtant les postiers ne sont pas restés les bras croisés. La veille du licenciement, la brigade de notre camarade débrayait pour protester et, en assemblée générale, il était décidé de le

maintenir à son poste les jours suivants, sous la protection du personnel du centre de tri.

C'est ce qui est fait depuis. Alors la direction départementale a essayé d'intimider notre camarade en menaçant de l'attaquer en justice si, au-delà du 12 mars, il continuait à se présenter au centre de tri. Elle prétend qu'étant une « personne étrangère au service » il n'a pas le droit de pénétrer dans les locaux administratifs.

Une délégation massive à la direction départementale est prévue pour le jeudi 10 mars, afin de faire reculer l'administration. Car il n'est pas question de laisser celle-ci faire ses coups sans réagir et nous sommes bien décidés à empêcher ce licenciement. Une affaire à suivre.

Correspondant LO.

A SAINT-NAZAIRE

Un licenciement parmi d'autres

C'est arrivé à un travailleur intérimaire de Saint-Nazaire. Celui-ci, loué à une entreprise, était employé à un travail de sous-traitance aux Chantiers de l'Atlantique. Ce camarade, faisant les quarts de l'après-midi, se présente un jour pour embaucher à 14 heures, quand il apprend de son chef que cette après-midi il n'y a pas assez de travail et qu'il doit revenir le soir-même à 22 heures pour les quarts de nuit. Protestation évidemment de notre camarade, qui fait remarquer qu'on aurait pu au moins lui envoyer un télégramme pour lui éviter le déplacement. Mais le soir-même, à l'heure dite, il se retrou-

ve au travail.

Le lendemain, il en parle à son entreprise intérimaire, laquelle téléphone peu après pour demander au moins le paiement de l'heure perdue en déplacement inutile. La réponse ne se fait pas attendre : moins de deux heures après, le camarade reçoit un télégramme lui signifiant que sa mission était terminée.

La situation de l'emploi à Saint-Nazaire n'est sans doute pas étrangère à ces méthodes patronales : notre camarade est venu grossir les rangs des 7.000 chômeurs de la région (13% de la population salariée).

Correspondant LO.

CGCT - MASSY

Ils nous rendent malades

Vendredi dernier étaient affichés dans l'atelier production du secteur dit Savary, des tableaux nominatifs indiquant les absences de camarades de ce secteur. Cet affichage a été considéré comme une véritable provocation et nous avons été nombreux à protester. Ceux qui ont eu l'idée de fabriquer de tels tableaux ne sauraient mieux nous montrer dans quel mépris ils nous tiennent.

Car en effet elle ne manque pas de cynisme, cette direction qui ose ainsi nous reprocher nos absences et nos maladies et qui va jusqu'à faire figurer sous le terme « d'absentéisme » les accidents de travail.

Alors qu'elle considère, quant à elle, qu'il est tout à fait normal de nous imposer une vie de dingue avec les cadences à tenir, le bruit, l'insécurité, le travail en équipe, la durée de la journée de travail.

Voilà les principales causes de l'absentéisme des travailleurs. Et nous n'avons pas à accepter que la direction nous reproche d'être malades ou absents.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - CGCT - Massy.

25 millions de Sud-Africains malades de l'Apartheid

de Jean KESTERGAT



L'Afrique du Sud devient un des principaux foyers de tension du monde. Ce livre, écrit par un journaliste, est à la fois un témoignage — très récent — et un ouvrage politique et historique.

Il est facilement accessible. Les anecdotes, les réflexions rapportées sont souvent plus significatives de la mentalité des petits Blancs, par exemple, que bien des longs développements.

L'auteur qui, bien qu'hostile à l'Apartheid, ne semble pas particulièrement de gauche, nous parle surtout des Africains « modé-

rés » — tel le chef zoulou Buthezi — et bien peu des courants radicaux, aujourd'hui à la tête des jeunes qui se font tuer par les mitraillettes des racistes. Alors que la mentalité, les projets des dirigeants comme des simples « petits Blancs » sont bien analysés, on ne s'attarde guère sur les ouvriers ou les paysans africains. On regrette également que l'auteur soit si rapide sur les aspects économiques et sociaux et qu'il préfère s'étendre sur certains aspects quelque peu folkloriques de l'histoire sud-africaine plutôt que sur les mouvements sociaux, comme

la récente grève des travailleurs ovambos qui paralysa la Namibie pendant plus de six mois.

A travers les témoignages qu'il rapporte, les descriptions et les anecdotes qu'il retient, Jean Kestergat fournit un tableau de la situation de l'Afrique du Sud. Et pour cela, malgré ces défauts et ces faiblesses, ce livre est à lire.

Jean HAINAUT

25 millions de Sud-Africains malades de l'Apartheid de Jean Kestergat - 214 p. - 49 F.

Les Rois maudits Quand un roi perd la France

de Maurice DRUON

● Ce nouveau livre des *Rois maudits*, c'est d'abord une surprise. Lorsque Druon acheva il y a une dizaine d'années le sixième volume, la série semblait pourtant terminée. La branche royale des Capétiens directs venait de s'éteindre. La malédiction du templier Jacques de Molay, par laquelle débutait l'histoire, s'était donc accomplie. Quel besoin alors d'avoir conservé le titre général de l'œuvre ? Seconde surprise : Druon expédie en quelques pages le règne de Philippe VI, la bataille de Crécy, la Grande Peste, comme s'il n'y avait pas là matière à un roman historique, pour en venir directement à Jean II le Bon.

On se demande si le gaulliste qu'est Druon n'a pas visé à faire œuvre de circonstance. Après avoir chanté les vertus si « gaulliennes » du pouvoir fort, sous Philippe le Bel et Philippe le Long, ne veut-il pas maintenant s'en prendre au « laisser-aller » giscardien au travers du personnage de Jean le Bon ? Plusieurs passages du livre le suggèrent. Notamment quand le narrateur, le cardinal de Périgord, s'en prend à ceux qui par démagogie affectent une certaine pauvreté. C'est tout juste si on ne s'attend pas à ce qu'il reproche au Pape de paraître en col roulé...

Druon prend d'ailleurs soin de préciser, dans son introduction, que les peuples ne sont pas plus souvent gagnants à la loterie des urnes qu'à celle des chromosomes. Entendez par là que le régime d'élections ne donne pas des résultats meilleurs que

le hasard des naissances, dans les dynasties royales. Alors, est-ce Giscard II le Bon, qui est visé, au profit de Chirac le Bel ?

Quoiqu'il en soit, le récit est passionnant, bien dans la veine des volumes précédents. Le style est un peu moins alerte sans doute, car Druon a choisi de faire raconter toute l'histoire par un seul témoin, le cardinal de Périgord. Mais le cardinal conte bien, et l'on s'y fait.

Ce qui n'empêche pas que, de sa bouche, on entende des propos parfaitement réactionnaires, avec lesquels Druon ne prend pas la moindre distance. Certes, ce n'est pas surprenant : Druon est pour le pouvoir fort qui fait, selon lui, la grandeur des nations et le bonheur des peuples.

Mais lorsqu'il admire la manière dont Philippe le Bel imposait sa politique à l'ensemble de son royaume, y compris à ses féodaux, c'est finalement d'un régime qui — dans les conditions de l'époque — jouait un rôle progressif et ouvrait la voie au développement de la bourgeoisie française, qu'il chantait les louanges.

Mais dans ce nouveau volume, c'est contre ces bourgeois qui songeaient à se soulever bientôt et à restreindre l'autorité royale (Etienne Marcel) que Druon-cardinal de Périgord prend position. C'est contre les idées nouvelles, qui s'en prenaient au luxe et à la corruption de l'Eglise et qui enfanteraient la Réforme, le protestantisme, qu'il part en guerre.

Ah !, s'il n'avait tenu qu'à Druon, la France serait certainement encore gouvernée par Philippe le Bel... André VICTOR

LES JEUNES EN PRISON "ON NOUS ENFONCE"



Le livre de J.P. Montaron est un témoignage simple et juste sur la vie des jeunes en prison. Il est fait pour l'essentiel de textes écrits par les jeunes détenus eux-mêmes, textes que Montaron a pu recueillir parce qu'il a été instituteur à la prison de Fresnes puis à celle de Fleury-Mérogis de 1968 à 1975. Ces textes sont à peine commentés, juste introduits et regroupés par thèmes. Ils reflètent les différents aspects de la vie de ces jeunes, en prison et ailleurs. Ils expriment leurs sentiments, ce qu'ils pensent de cette société qui les a condamnés à être privés de liberté en pleine jeunesse. Ils expriment leurs aspirations, leurs découragements et aussi leur incompréhension devant le système répressif qui s'avère n'être fait que pour les enfoncer.

Ces jeunes sont pour la plupart issus de la classe ouvrière. Au moindre faux-pas, à la moindre incartade, ils sont arrêtés, tabassés par les flics, jugés, froidement et jetés en prison. Tout cela soi-disant pour leur apprendre, à filer droit dans cette société d'exploitation, d'inégalités et d'injustices. Mais, une fois le doigt dans l'engrenage, ils ne s'en sortiront plus. Quand on sort de prison sans métier, sans argent, sans appui, sans logement, avec un casier judiciaire chargé, on finit presque toujours par y retourner et par retrouver la torture morale que représente l'absurdité et la férocité de la vie en prison.

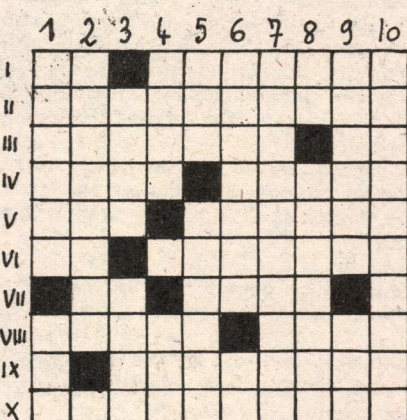
En lisant le livre de J.P. Montaron, on ne peut qu'éprouver un sentiment de révolte contre les buts et les moyens d'une société qui protège les biens, et ceux des riches en particulier en écrasant et en enfonçant les jeunes les plus défavorisés.

C'est d'ailleurs sur le récit des révoltes des prisonniers de Fleury-Mérogis de ces dernières années que le livre s'achève.

Claude CHARVET

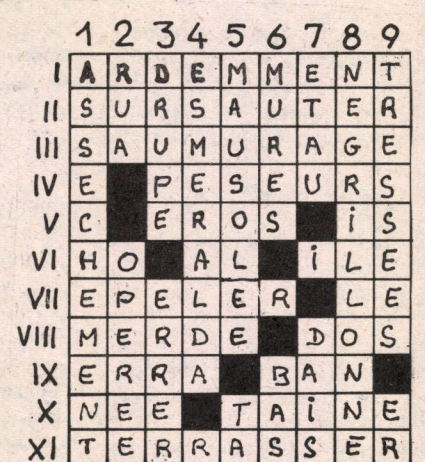
Les jeunes en prison, « On nous enfonce » de J.P. Montaron - Ed. du Seuil - 35 F.

MOTS CROISES



HORizontalement. — 1. En plein dans le lard - Enlève ce qui lui déplaît. — 2. Charge. — 3. Dégoûta - Adverbe. — 4. Evite les écarts de conduite - En tous lieux doivent aller. — 5. Gris - Marchait avec la chiourme. — 6. Article qui vient d'Espagne - Sans valeur - Monnaie. — 7. Dans la portée - Villa à Tivoli. — 8. Comtesse qui conta - Petit et déjà tétu. — 9. Aversion. — 10. Faire participer.

VERTICALEMENT. — I. Mordant - Réfléchi. — II. Il y en a plein dans le sac. — III. Bonnes cartes - Ne reste pas spectateur. — IV. Parfois témoin - Indéfinie. — V. Valait trois livres - Faute de prévenir. — VI. Ne manquent pas de défenses - Réfléchi. — VII. Femme de lettres - Ne vide pas mon sac. — VIII. Ville de Normandie - Montent au nez. — IX. Canal - A son jeu. — X. Eclairer.



CAMBODGE

ANNÉE

ZÉRO

de

François

PONCHAUD



François Ponchaud est un missionnaire catholique qui a séjourné pendant dix ans au Cambodge, de 1965 jusqu'à trois semaines après la mise en place du nouveau régime du Kampuchéa, en avril 1975.

Son livre décrit ce nouveau régime d'après la courte période où il y a vécu et d'après des témoignages de réfugiés, des émissions de radio ou encore des extraits de publications.

Il nous raconte comment les Khmers Rouges, dès qu'ils se sont emparés de la totalité du pouvoir, ont brutalement transformé la société cambodgienne en liquidant physiquement une bonne partie de l'ancienne armée de Lon Nol ainsi qu'une partie des cadres de l'administration, et en supprimant quasi totalement les « villes » (Phnom Penh, la capitale, n'aurait plus que 200.000 habitants), en déportant leur population vers les campagnes. Mais, il faut tout de même le rappeler, ces villes étaient sous l'ancien régime essentiellement administratives, vivant artificiellement grâce à la présence de l'armée américaine, et gonflée démesurément par l'afflux toujours croissant d'une population rurale sans ressources.

Il nous décrit ce que sont les conditions d'existence de la population soumise à une militarisation du travail dont l'un des objectifs est la reconstitution du système d'irrigation qui fit la prospérité du pays entre le X^e et le XII^e siècle, à l'époque des rois d'Angkor. Il nous montre comment cela s'inscrit dans la perspective de totale indépendance nationale, but proclamé des Khmers Rouges, qui ne se sont jamais réclamés ni du marxisme ni de la dictature du prolétariat.

L'auteur est hostile au nouveau régime, qu'il accuse d'être responsable de massacres et d'avoir entraîné par sa politique la mort

et l'exil d'une part importante de la population. Selon lui, personne ne peut avancer de chiffre avec exactitude sur le nombre de « morts de la paix », mais il dépasserait le million. Il donne comme seule source de ses chiffres l'ambassade américaine et des raisonnements peu convaincants du genre : « à écouter les réfugiés faire le décompte des morts de leurs familles respectives, il est sans nul doute considérable ».

D'autant moins convaincants que le parti-pris de l'auteur est celui de l'individualisme contre le collectivisme et que certaines de ses phrases nous font douter de sa bonne foi.

Mais **Cambodge année zéro** est malgré cela un livre intéressant. Car François Ponchaud nous livre, en dépit de son parti-pris, des faits qui contredisent parfois ses opinions et qui permettent de comprendre la situation. Il montre que le régime a réussi au moins à mobiliser les campagnes où, à défaut d'être démocratique, il doit être populaire. Le régime précédent de Lon Nol était vomi. François Ponchaud décrit lui-même le massacre de 200.000 personnes par l'aviation américaine entre mars et août 1973.

Il parle des massacres des minorités comme les Chams, les Montagnards, et de l'attitude vis-à-vis des pays khmers qui avaient tant de crimes à venger qu'ils n'ont guère dû être émus par le massacre des officiers de l'ancienne armée, après le 17 avril 1975. Il nous parle également de la situation économique lamentable dans laquelle était plongé le pays et de l'exode vers les villes qu'il avait provoqué. L'effort de reconstruction économique, avec des méthodes archaïques et centré entièrement sur une économie paysanne, correspond à la situation dont le nouveau régime a hérité. Et, à tout prendre, la militarisation du travail ne doit pas sembler plus

inhumaine au paysan khmer que la famine qu'il connut dans les années précédentes.

Quant à l'attitude du nouveau régime vis-à-vis de la population des villes, nous trouvons, au travers de ce que relate François Ponchaud, les éléments d'une explication rationnelle : elle est à la fois d'ordre économique et d'ordre politique. Il était impossible de faire subsister la population citadine sans faire appel à l'aide extérieure, et cela s'opposait à la politique d'indépendance nationale qu'ont choisie les dirigeants du nouveau régime. En outre, la population des villes était incontrôlable politiquement par les Khmers Rouges qui ne se sont jamais appuyés sur d'autres forces sociales que la paysannerie.

Si les Khmers Rouges, par les choix sociaux qui sont les leurs, peuvent être considérés comme responsables des morts inutiles et des misères provoquées par l'exode des villes, ainsi que de l'inutile massacre des hommes qui furent attachés à l'ancien ordre des choses, c'est aussi parce qu'ils refusent de s'appuyer sur la seule classe qui aurait le pouvoir de diriger la société, en employant des méthodes infiniment plus démocratiques, la classe ouvrière, et parce que les dirigeants actuels du Cambodge s'enferment dans l'impasse du nationalisme, au lieu de se placer dans la perspective de la révolution sociale internationale.

Mais ce n'est évidemment pas cela que l'auteur de **Cambodge année zéro** reproche au nouveau régime. Et son livre apparaît comme un plaidoyer en faveur des privilèges et des ci-devant.

Louis GUILBERT.

Cambodge année zéro, de François Ponchaud - Ed. Julliard - 42 F.

La mort

de

Marcel

Duhamel

le créateur de la

" Série Noire "



Marcel Duhamel est mort le 6 mars 1977. Il était surtout connu pour avoir créé en 1945, chez l'auteur Gaston Gallimard, la « Série Noire », pour laquelle il traduit La même vert-de-gris de Peter Cheney ou, plus tard, La bête qui sommeille de Don Tracy, et des auteurs comme James Hadley Chase, Dashiell Hammet, Raymond Chandler...

Pourtant son activité de traducteur ne se borne pas aux « romans policiers ». Et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le public français découvre en grande partie grâce à lui des auteurs américains ou anglais quasiment inconnus jusqu'alors. Les raisins de la colère de Steinbeck, Les enfants de l'oncle Tom de Richard Wright, On achève bien les chevaux d'Horace Mac Coy, Le petit arpent du Bon Dieu d'Erskine Caldwell, Les enfants de Vienne de Robert Neumann : parmi bien d'autres, dont on doit la première traduction française à Marcel Duhamel.

En 1920 il a 19 ans quand il rencontre Jacques Prévert, qui n'est pas encore poète, et Yves Tanguy, pas encore peintre, tous deux trouffions comme lui à Istanbul. C'est le début d'une longue amitié, d'un trio désormais inséparable qui, au retour, permet à Duhamel de connaître et de suivre, sans jamais y participer vraiment, les activités de l'équipe du mouvement surréaliste animé par André Breton : Marcel Duchamp, Robert Desnos, Raymond Queneau, Max Ernst etc. Il fait pour sa part tous les métiers, en bohème décontracté, individualiste sympathique, passionné de littérature, de théâtre et surtout de fantaisie et de non-conformisme. Compagnon de route des surréalistes, il vit les événements politiques de l'entre-deux-guerres dans leur sillage et sympathise de

loin avec ceux qui s'opposent au courant stalinien pour se revendiquer de l'Opposition de gauche et de Trotsky. A propos d'un voyage à Moscou en 1934-35, avec la troupe de théâtre du « Groupe Octobre » dont il fait partie et à qui la réputation de « trotskyste » vaut bien des déboires, Duhamel raconte : « Ce n'est pas entièrement immérité non plus. (...) Yves Allégret est le plus marqué d'entre nous ; il milite avec son beau-frère, Pierre Naville, fondateur avec Breton et Aragon, de La révolution surréaliste et secrétaire du mouvement. La plupart d'entre nous n'ont jamais fait mystère de leur sympathie pour le Grand Révolutionnaire. On fréquentait plus ou moins Boris Souvarine, ex-secrétaire du PCF, qui n'est pas en odeur de sainteté au Kremlin ».

Mais Duhamel reste avant tout un homme de théâtre et un traducteur enthousiaste des œuvres de Steinbeck (il fait l'adaptation pour le théâtre du roman Des souris et des hommes, d'Hemingway, de Faulkner et de bien d'autres, qu'il s'attache à faire connaître en France. Témoignage de son époque, très lié à tous les milieux artistiques et littéraires « d'avant-garde » de son temps, il les présente dans un gros bouquin paru en 1973 : Raconte pas ta vie. C'est effectivement plus celle des autres qu'il nous raconte, dans un style décontracté et décousu comme ses souvenirs, mais bien vivant et tout-à-fait évocateur de ce que fut, en particulier, la période de l'entre-deux-guerres.

Lucienne PLAIN

Raconte pas ta vie de Marcel Duhamel - Ed. Mercure de France - 48 F - 620 pages de documents intéressants et anecdotiques.

DOSSIERS DE L'ÉCRAN :

DES CHEVAUX ET DES MILLIONS



Ce fut par le film **Casaque arc-en-ciel** que le débat fut introduit. On y voit un ancien jockey, à qui on a retiré sa licence, se lier d'amitié avec un gamin, lui apprendre à monter et l'aider à devenir apprenti. Le jeune garçon devient célèbre, mais l'ancien jockey, acculé par des bookmakers, lui demande de faire perdre le cheval qu'il doit monter.

Casaque arc-en-ciel posait donc le problème du truquage des courses et des moyens qui pouvaient être utilisés pour cela. Le présentateur de l'émission rappela que dix milliards d'anciens francs sont joués chaque semaine et qu'il était de notoriété publique que des pratiques frauduleuses avaient lieu...

Bien sûr, le jockey célèbre Saint-Martin et les deux entraîneurs présents dénièrent avoir usé de telles pratiques et affirmèrent qu'elles étaient exceptionnelles. Mais participait aussi au débat Laouira, un jockey qui courut pendant dix-huit ans avant de se voir retirer sa licence. Il affirma que des pressions étaient souvent faites sur des jockeys et sur des apprentis (particulièrement vulnérables du fait de leur salaire dérisoire) qui ne pouvaient qu'accepter de « tirer » leurs chevaux quand on leur demandait s'ils ne voulaient pas perdre leur travail. Il affirma que l'argent des parieurs ne reposait nulle-

ment sur les qualités physiques des chevaux.

Il évoqua aussi la vie des jockeys, qui viennent généralement de milieux très modestes, sont mal payés, qui réussissent rarement. En outre, les accidents sont si nombreux, dans les courses d'obstacles en particulier, que Saint-Martin lui-même compare ces jockeys à des Kamikazes.

Le débat permit aussi de rappeler qu'il a fallu douze ans pour que l'affaire du Prix de Bordeaux passe en jugement et que celle de « Bride Abattue » est en instance depuis trois ans. Pourquoi cela traînait-il autant ? Le secrétaire général de la Fédération nationale des sociétés de courses eut le culot de répondre que la justice cherchait seulement à remonter le plus haut possible... alors que la seule mesure concrète prise fut de retirer leur licence à une dizaine de jockeys, sans toucher aux instigateurs de l'affaire.

Laouira rappela aussi que, quatre heures avant le prix « Bride abattue », la police des courses savait qu'il était truqué, sans l'interdire pour autant et faisant ainsi perdre plusieurs centaines de millions aux parieurs. Il est vrai que l'argent n'est pas perdu pour tout le monde...

On retrouve cette incurie qui frise la connivence dans

les histoires de dopage. Un entraîneur affirma que presque tous les chevaux suivaient un traitement, mais qu'on prenait bien soin de l'arrêter juste avant la course, pour qu'on ne puisse pas en découvrir les traces lors des analyses d'urine qui suivent l'épreuve. Ce même entraîneur révéla qu'il avait essayé à plusieurs reprises de dévoiler ces pratiques au secrétaire de la Fédération nationale des sociétés de courses, mais que celui-ci avait toujours refusé de l'entendre. Ce que ce dernier, présent au débat, ne put nier.

Ce débat a donc permis de soulever un certain nombre de problèmes sur le monde des courses, même si le télé-spectateur avait le sentiment qu'on ne soulevait qu'un tout petit peu le voile qui cache les affaires louches qui s'y trament. Mais le mot de la fin revient certainement, bien qu'il ne l'ait pas cherché, au participant au débat qui déclara : « Il y a des scandales dans l'immobilier, la police, la justice, la politique. Il y en a partout. Et, bien sûr, il y en a dans le monde hippique. Comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? ».

Le monde des courses n'est effectivement peut-être pas plus pourri que le reste de la société. Mais ce n'est déjà pas si mal !

Joëlle GERARD

NOTICES

Samedi 12 mars

ANTENNE 2 - 17 h 10 - Des animaux et des hommes. Comment naissent et vivent les phoques au Labrador (Canada).

Dimanche 13 mars

FR3 - 16 h 55 - Igloolik ou La planète esquimaude. La vie sur la banquise.

FR3 - 17 h 50 - Espace musical. Mort et transfiguration de Richard Strauss. Un poème symphonique écrit en 1890 par ce grand musicien allemand.

TF1 - 18 h 55 - Les animaux du monde : La vie dans la neige. Pour les petits animaux, comment survivre au froid ?

FR3 - 23 h - Film : David Golder de Julien Duvivier, avec Harry Baur. Une étude de mœurs.

A partir de 20 h sur **ANTENNE 2** et de 22 h sur **TF1**, les résultats des élections municipales.

Lundi 14 mars

TF1 - 20 h 30 - Film : Typhon sur Nagasaki d'Yves Ciampi, avec Danielle Darrieux et

Jean Marais. Une histoire sentimentale et mièvre, au Japon.

FR3 - 20 h 30 - Film : Grand Prix de John Frankenheimer, avec James Garner et Yves Montand. Un film sur les courses de voitures.

ANTENNE 2 - 21 h 15 - Luchino Visconti ou la puissance d'être. Le réalisateur Michel Random présente le metteur en scène du Guépard, Mort à Venise, etc.

Mardi 15 mars

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les Dossiers de l'écran sont consacrés à « La première guerre dans les airs » et présentent, en introduction, le film Le baron rouge, de Roger Corman, film de guerre racontant la vie de l'as de l'aviation allemande en 1916, Manfred von Richthofen. Au débat participeront diverses personnalités militaires, ainsi que Marcel Jullian, écrivain. Mais c'est l'occasion de lire ou de relire le petit roman d'Harry Dickinson, Les abattoirs du ciel, paru dans la collection du Livre de Poche, qui raconte ce que fut la première grande

boucherie mondiale pour les pilotes d'avions.

FR3 - 20 h 30 - Film : La déesse de feu de Robert Day, avec Ursula Andress et Peter Cushing. Un film d'aventures rocambolesques.

TF1 - 22 h 10 - Les peintres nés d'Amérique du Nord.

Mercredi 16 mars

FR3 - 20 h 30 - Film : La chatte sur un toit brûlant de Richard Brooks, avec Elisabeth Taylor et Paul Newman, d'après la pièce de Tennessee Williams. Une étude de mœurs dans l'atmosphère du sud des USA.

ANTENNE 2 - 22 h 55 - Jazz : Earl Hines spécial - A salute to Louis Armstrong (un salut à Louis Armstrong). Earl Hines interprète au piano de nombreuses œuvres de jazz contemporain.

Jeudi 17 mars

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Scott Fitzgerald à Hollywood. Un film TV retraçant un épisode de la vie de cet écrivain américain de l'entre-deux-guerres, auteur de Tendre est la nuit, Gatsby le magnifique, etc.

TF1 - 22 h 20 - Arcana : Les

musiques mécaniques - les cylindres pointés. Les boîtes à musique de jadis, présentées par des spécialistes.

Vendredi 18 mars

FR3 - 20 h 30 - Vendredi : De quoi avons-nous peur ? L'agression. Tel est le thème de l'émission de Maurice Cazeneuve, composée entre autres d'interviews réalisées dans le métro, les grands ensembles, etc.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Apostrophes : Bienfaits et méfaits de la psychanalyse. Emission réalisée avec la participation de divers psychanalystes et écrivains.

FR3 - 21 h 30 - Igloolik ou la planète esquimaude. La suite de l'émission du dimanche 13 mars, sur la vie des Esquimaux dans le Grand Nord.

TF1 - 22 h 20 - Arcana : Les musiques mécaniques - cartons et papiers perforés. Les débuts des orgues de Barbarie et des limonaires.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : La belle de New York de Charles Walters, avec Fred Astaire. Comédie musicale américaine.

GIACCOMO MATTEOTTI

Florestano VANCINI

Fin 1922, Mussolini est légalement appelé au gouvernement par le roi. Début 1925, le Duce s'arroge les pleins pouvoirs. Entre ces deux dates prend place l'affaire Matteotti, ce député socialiste que les hommes de main de Mussolini enlèvent et abattent en juin 1924. Cet assassinat sonne l'alarme au centre et à gauche : des hommes politiques qui avaient cru pouvoir composer avec le fascisme se rendent compte que le régime ne peut tolérer aucune opposition, même feutrée et limitée au Parlement.

Nous ne savons pas si le propos de Vancini a été de décrire une tranche d'histoire italienne ou de montrer, à travers cet épisode, les forces sociales et politiques qui s'affrontaient alors, et d'en tirer les leçons. Nous ne le savons pas, mais ce que nous voyons sur l'écran c'est, crûment mise en lumière, la bêtise politique des réformistes et la couardise des libéraux face au fascisme.

D'un côté les illusions démocratiques des amis de Matteotti, de l'autre la réalité du fascisme, la force de ses bandes armées face auxquelles ces illusions ne pèsent guère. Le jeu des acteurs met bien en évidence ce décalage entre les idées des députés socialistes ou libéraux et les forces



sociales qui les broient, eux et les petites gens de la péninsule, à commencer par les prolétaires et les paysans pauvres.

Ils sont dérisoires, ces effets oratoires des réformistes au Parlement (leur courage personnel n'y change rien), ces manœuvres qu'ils tentent pour faire reculer ce fascisme dont ils se sont accommodés pendant un an et demi. Il faut savoir que la CGT italienne avait proposé ses services à Mussolini, que les libéraux que l'on voit protester con-

tre la dictature avaient participé au gouvernement du Duce et fait liste commune avec les fascistes aux élections de 1924.

En contre-point, le fascisme agit. Il n'a pas réussi à briser toute opposition sociale et politique après 1922. Pour renforcer ses positions, il va profiter du légalisme des partis socialistes ou libéraux. Le seul prix à payer est de laisser une façade démocratique à cet Etat musclé, où les Faisceaux de Combat assassinent et font la loi. Cette façade peu

coûteuse, c'est un Parlement où discutent dans le vide les députés de gauche et du centre.

Vancini illustre parfaitement ce que Lénine appelait le « crétinisme parlementaire ». Il nous montre des députés de l'opposition qui croient ébranler Mussolini en se retirant d'un Parlement qui ne sert plus à rien et où, de toute façon, les fascistes ont la majorité ! Dans la presse ils dénoncent le régime : les commandos du Duce, eux, traquent les journalistes et brûlent les publications qui leur déplaisent. A ses

lieutenants qu'inquiète un peu le vent qui souffle de l'opposition, Mussolini rétorque : « Que font nos adversaires ? Déclenchent-ils des grèves générales ou même partielles ? Organisent-ils des manifestations dans les rues ? Essayent-ils de provoquer des révoltes dans l'armée ? Rien de semblable. Ils se bornent à des campagnes de presse ». En effet, l'opposition a tellement peur des masses qu'elle refuse de s'adresser à elles, même quand éclatent spontanément des manifestations.

Dès lors, Mussolini a gagné. Il va se faire voter les pleins pouvoirs, soutenu en cela par le patronat, le roi et cette Eglise auxquels les socialistes avaient cherché à s'allier. Pour l'Italie, commence une période de dix-neuf années de dictature totale et féroce.

Mais la leçon de ce film, qu'il faut aller voir, c'est un député fasciste qui la tire. Dans les premières images, alors que Matteotti, en plein Parlement, accuse les fascistes de violer la démocratie, l'un d'eux lui réplique : « Vous n'avez pas à vous plaindre, vous n'aviez qu'à faire la révolution ». Cette révolution que les réformistes ont justement tout fait pour empêcher en 1920, frayant ainsi la voie au fascisme.

Pierre LAFITTE

PAIN ET CHOCOLAT

Franco BRUSATI

Ce film, qui date de 1973 et ne paraît que cette année en France, se situe dans l'excellente tradition de ces films italiens burlesques et réalistes. Les héros en sont des travailleurs et des petites gens, au travers desquels les rapports humains sont perçus de façon tendre et féroce, et la caricature la plus dure n'est jamais méprisante.

Dans *Pain et chocolat*, Nino est un immigré italien en Suisse, serveur occasionnel dans un hôtel de luxe. C'est à travers son regard que nous découvrons la Suisse, havre de la vie civilisée par excellence. Les quatuors à

cordes peuvent s'installer et jouer tout naturellement dans des jardins publics où personne n'aurait l'idée de jeter un papier gras sur des pelouses qu'on n'a pas besoin d'interdire ; là, tout est luxe, calme, dignité... Au point que Nino peut se sentir presque déplacé en mangeant un sandwich au chocolat avec un peu trop d'appétit.

Mais Nino est prêt à tout pour s'intégrer dans cette société policée, où la mansuétude de l'Etat helvétique est inépuisable (n'a-t-il pas même prévu, remarque Nino, des lits dans les baraque-

ments destinés à loger les travailleurs des chantiers du bâtiment ?). Le premier inspecteur de police venu est intelligent et compréhensif : un homme capable de mettre sur le champ en liberté ce pauvre bougre d'Italien un peu louche qu'on vient de trouver aux côtés du cadavre d'une fillette, tout simplement parce qu'il se dit innocent, et qu'on le croit ! (Ce n'est pas en Italie qu'on pourrait imaginer une chose pareille...). Mais le même inspecteur aux douces manières peut tout aussi bien retirer son permis de séjour au même Italien et contribuer à le faire expulser

du territoire pour « attentat à la pudeur », parce qu'il a fait pipi contre un mur et qu'une dame outragée a porté plainte !

Et cette Suisse, c'est cette société d'abondance où, parmi ses deux millions de travailleurs immigrés, ceux qui n'ont pas réussi à avoir une carte de travail peuvent toujours trouver « une planque » à la campagne où ils égorgeront des poulets en série et logeront eux-mêmes dans des poulaillers désaffectés...

Nino, lui, est un travailleur immigré « comme les autres », avec ni plus ni moins de préjugés, ni

plus ni moins de faux espoirs, toujours indécis entre le désir de réussir et de s'intégrer (au point, un jour d'égarement, de se teindre les cheveux en blond pour jouer au citoyen helvète le temps d'une promenade dans la ville et d'un match de foot-ball...) et la nostalgie résignée du retour.

Et ce film, où l'humour burlesque oscille entre le désespoir individuel et le fou rire, sait faire découvrir la Suisse et « sa vraie vie » de la façon la plus décapante qui soit.

H.C.

SELECTION

Films récents

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF » : Un réquisitoire contre la justice.

Bretagne et Odéon (6") - Paramount Opéra et Normandie (8") - UGC Gobelins (13") - Paramount Maillot (17") - Les Tourelles (20").

LE PRETE-NOM : Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains, vus à travers l'histoire rocambolesque d'un prête-nom pour écrivain.

Saint-Germain Village (5") - France (8").

DERSOU OUZALA : Dans la taïga les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2") - Jean Cocteau et Studio Alpha (5") - Arlequin (6") - Paramount Elysées (8").

1900 : La montée et la fin du fascisme en Italie. Film en deux époques.

Templiers (3") - Studio Rivoli (4").

BARRY LYNDON : Les aventures d'un arriviste dans l'Europe aristocratique du XVIII^e siècle.

Impérial Pathé (2") - Grands-Augustins (6") - Gaumont Colisée (8") - Athéna (12") - PLM Saint-Jacques (14").

Films plus anciens

JOUR DE FETE : Les aventures comiques d'un facteur de village un jour de fête.

Capri et Marivaux (2") - Boul'Mich (5") - Paramount Odéon (6") - Le Grand Paris (8") - Paramount Bastille (12") - Paramount Galaxie (13") - Paramount Montparnasse (14") - Orléans (14") - Convention et Saint-Charles (15") - Passy (16") - Paramount Maillot (17") - Secrétan (19").

LE BAL DES VAMPIRES : Un professeur farfelu chez les vampires. Un film d'horreur plein d'humour.

Luxembourg (6").

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU : Un joyeux luron perturbe un asile psychiatrique et met à nu les absurdités du système.

Châtelet-Victoria (1er).

VIVA ZAPATA : La révolution paysanne au Mexique.

Action Lafayette (9") lundi 14 mars uniquement.

BOUDU SAUVE DES EAUX : Un libraire sauve un clochard de la noyade, puis doit le prendre en charge. Un classique de la comédie.

Palais des Arts (3").

LE JUGE ET L'ASSASSIN : Comment on envoie à l'échafaud un assassin dément. Une contestation de la justice et de la société.

Noctambules (5").

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX : Un marathon de la danse durant la grande crise aux USA.

Saint-André-des-Arts (6").

LA CAPITALE DES USA EN PLEIN MOYEN AGE

Un jeune journaliste de 22 ans, dont c'était le premier reportage radiophonique, assassiné; près d'une centaine de personnes retenues en otages avec la menace de celui qui les détient : « *Quand les têtes commenceront à tomber par la fenêtre, vous commencerez à vous inquiéter* »; la ville de Washington pratiquement en état de siège; des milliers d'habitants qui ne peuvent accéder à leur voiture; le téléphone assiégé par des parents et des amis angoissés pour leurs proches... Qu'est-ce qui paralyse ainsi la vie d'une grande ville, la capitale des Etats-Unis ?

Un conflit de sectes religieuses : la secte des Hanafi, issue des Musulmans Noirs, s'oppose à la diffusion d'un film, *Mahomet messenger de Dieu*, d'abord parce qu'elle croyait que le saint rôle du pro-

phète était joué par un acteur, ce que l'orthodoxie interdit, ensuite parce qu'il pêche gravement, paraît-il, dans l'interprétation des textes sacrés. La secte exige aussi, et cette demande est plus difficile à satisfaire que la précédente, que lui soient livrés les meurtriers de sept des siens, assassinés en 1973 par une secte rivale.

A l'énoncé de ces faits, on se sent en plein Moyen Age. Fanatisme religieux déchaîné, atmosphère de guerre sainte, qui réussissent à paralyser la vie d'une grande ville moderne : on a du mal à y croire.

Evidemment, on va parler de fanatisme musulman, d'extrémisme noir, pour rassurer l'opinion publique. Ils sont d'une autre race, d'une autre religion. On comprend mieux qu'ils soient sauvages ! C'est oublier bien vite nos

chrétiens intégristes, par exemple, retranchés dans leur église, prêts à en découdre pour avoir le droit de chanter en latin. Ils sont bien de chez nous, eux, bons Français et bons catholiques. Et pourtant !

En fait le fanatisme religieux est secrété par la société capitaliste, comme dérivatif pour les opprimés, comme adjuvant au poison nationaliste, comme un bon instrument pour manipuler les foules. De temps en temps, cela produit des « bavures » non contrôlées, comme ce qui est en train de se passer ces jours-ci. Face aux événements de Washington, on ne peut qu'éprouver un sentiment de honte et de malaise devant cette manifestation de plus de la barbarie de notre société.

S.D.



Des otages libérés (UPI)

Sondeurs, sondages et sondés

« Assez, assez ! (...) Ils dénaturent la démocratie » s'écrit un billetiste du journal *Le Monde*. « Ils sont manipulés » déclare, comme Jacques Soustelle, Georges Marchais, en ajoutant : « Nous attendons le verdict des électeurs ».

Manipulés, orientés, partiels, commandés par les hommes politiques qui disposent le plus facilement des faveurs coûteuses des instituts de sondage officiels et officieux, les sondages le sont, certes.

Tel ce merveilleux sondage réalisé par l'IFOP, commandé par le maire sortant de Toulon, Maurice Arreckx (RI) censé informer de l'opinion des électeurs sur sa propre personne et celle de son concurrent, Simon-Lorière (RPR), où les Toulonnais furent invités à se déclarer « d'accord ou pas d'accord » avec les trois questions suivantes (citées par *Le Monde* du 11-3) :

« 1° M. Simon-Lorière est trop ambitieux : après Sainte-Maxime, il lui faut Toulon. »

2° M. Arreckx est un brave

homme que les Toulonnais ne connaissent pas suffisamment.

3° M. Simon-Lorière ne s'intéresse pas vraiment à la ville. Toulon n'est qu'un tremplin pour la suite de sa carrière politique ». En un peu plus caricatural, ce sondage local donne en gros la mesure de la valeur informative de bon nombre de sondages nationaux...

Ceci étant dit, ce n'est pas tellement cela que beaucoup de démocrates distingués reprochent aux sondages. Mais bien plutôt d'être en mesure de modifier le fameux « verdict des électeurs » et du même coup de « dénaturer la démocratie », comme ils disent. Mais cette sacro-sainte démocratie électorale, dont on se sert comme référence, n'est-elle pas elle-même particulièrement dénaturée ? Car en somme, qu'est-ce que ce « verdict électoral » devant lequel Marchais dit s'incliner, sinon lui aussi un sondage plus complet il est vrai, mais où les sondés n'ont pas plus le choix des questions que dans les vulgaires sondages incriminés. La seule différence notable

est qu'une fois ce soi-disant « verdict » des électeurs donné, les électeurs n'ont plus qu'à se taire, qu'ils changent d'avis ou pas... Et ce n'est pas de quelconques sondages ultérieurs sur l'opinion de la population sur la façon dont les élus tiennent leurs promesses qui permettront qu'on tienne compte de leur avis...

Oui, les sondages n'ont pas grande valeur. Mais pas tellement parce qu'ils sont censés « manipuler » l'opinion. Car après tout, que l'information sur ce que pensent les uns et les autres soit à même de faire changer les uns et les autres d'avis est parfaitement légitime.

Mais si les sondages ne valent pas grand-chose, c'est avant tout parce que, au même titre que tous les verdicts électoraux, s'ils sont censés mesurer l'avis des gens, quel que soit l'avis exprimé, ils n'aboutissent jamais à ce que cet avis soit pris en compte, s'il va dans le sens contraire des intérêts des possédants.

H.C.

A CHACUN SA CROIX

A l'heure où nous écrivons, nous ne pouvons pas connaître encore les suites qui seront données à l'important débat politique qui se déroule actuellement dans le XV^e arrondissement de Paris. Le sénateur RPR, Bayrou, connu pour être un homme à qui on ne la fait pas et certifié résistant authentique par une médaille dont il est fait mention comme il se doit au *Journal Officiel*, accuse Françoise Giroud... de n'avoir jamais reçu, contrairement à ce qu'elle affirme, la médaille de la Résistance.

En l'état actuel des choses, une plainte « pour usurpation de titre » a été déposée entre les mains de la justice par d'anciens « vrais » résistants, tandis que

Françoise Giroud s'offusque avec d'Ornano que d'aucuns osent mettre en doute sa parole... et surtout cette fameuse médaille sans laquelle on ne peut fréquenter sans quelque honte les salons de l'Elysée ou de Matignon.

Et l'on peut prévoir que ces messieurs-dames vont se disputer ainsi jusqu'au deuxième tour des élections municipales pour une histoire de médaille, comme aucun écolier de France ou de Navarre n'oserait même plus faire pour une image ou un bon-point.

Si encore M. Bayou et Mme Giroud se provoquaient en duel, cela aurait peut-être un petit côté rétro et plaisant... Mais là, vraiment, ils n'ont mérité que la médaille du ridicule.

F.S.

MEETING A PARIS

**" Au-delà des municipales
quelles perspectives pour
les révolutionnaires "**

Vendredi 18 mars

20 h 30

**grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
Paris-V^e**

De Sarre à Chirac, c'est le premier qui joue avec le plus de fair-play... le jeu électoral !

Georges Sarre, le candidat du Parti Socialiste à la mairie de Paris, et Jacques Chirac ont participé le mardi 8 mars à un débat sur TF 1.

C'est Chirac qui a attaqué, en accusant Sarre d'être un « marxiste » et un « révolutionnaire » qui se cachait sous un « masque de gestionnaire ».

A l'appui de ses dires, il a cité les écrits de la tendance à laquelle appartient Georges Sarre au sein du PS, le CERES, considéré comme « de gauche ». Il

a pu y trouver quelques citations du genre « *La commune peut être le point d'appui pour la lutte contre le pouvoir* », dont il a pourfendu son adversaire.

Que pouvait donc répondre Sarre, coincé entre le désir de ne pas renier ces phrases démagogiques écrites pour ses militants... et celui d'apparaître le plus rassurant possible aux yeux des électeurs ?

Rien ! Il s'est donc contenté de juger « indigne » le procédé de Chirac.

C'est vrai que Chirac ne joue pas le jeu électoral, à dévoiler ainsi les différences qu'il y a entre ce qu'on dit à usage interne et ce qu'on dit à l'extérieur. Moins que Sarre lui-même, en tous cas, qui n'en a même pas profiter pour balancer à Chirac toutes les petites contradictions — toutes petites, n'est-ce pas ! — qui existent entre ce que Chirac raconte aux patrons... et ce qu'il raconte aux autres !

S.F.

Monte en l'air et saute en bas

Spaggiari, le « cerveau » du gang des égouts, qui s'est rendu célèbre il y a peu par le rocambolesque cambriolage de la Société Générale de Nice, s'est évadé. Il aurait sauté par la fenêtre du cabinet du juge d'instruction où il était entendu. Un complice l'attendait là avec une grosse moto.

Evidemment, il ne doit pas manquer de gens prêts à le soutenir. Les millions volés n'ont pas été retrouvés... ils peuvent servir à les acheter. A moins bien sûr que ce ne soient les sympathies politiques qui aient joué. Spaggiari ne militait-il pas dans une extrême-droite dont les relations avec la police sont bien connues ?

Mais on aurait tort de mettre la police en cause dans cette affaire. La preuve : Spaggiari n'était, paraît-il, même pas accompagné par des policiers lorsqu'il s'est évadé.

S.F.